

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE (Fondé en 1895 par Sébastien Faure et Louise Michel)

ADMINISTRATION-RÉDACTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10^e — Téléphone : BOTzaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

Pour une politique réaliste

par LASHORTES

Au moins... La classe ouvrière qui voit les menaces de guerre se préciser ne sait quelle doit être sa politique. Dans nos rangs mêmes, ces hésitations se traduisent et surtout se sont traduites par des mots d'ordre contradictoires. Certaines formules entraînantes ont même pu séduire certains de nos camarades et leur cacher la réalité. Nous nous sommes efforcés, ici, de la leur démontrer sans parvenir d'ailleurs à rendre parfaitement claire et intelligible une situation essentiellement mouvante et obscure. L'action diplomatique s'efforce d'ailleurs d'accéder les ombres, le jeu des gouvernements étant de brouiller les cartes et de proposer certaines équivoques, grâce à quoi les peuples soumis et médisés se rangeront, le moment venu, au côté de leurs maîtres.

Jamais encore, cependant, les circonstances ne furent plus favorables à cette mortelle confusion. C'est que depuis vingt ans, le prolétariat des pays vainqueurs (car c'est lui qui porte la plus lourde responsabilité) n'a point osé dégager sa responsabilité du règlement de la guerre. Les traités impérialistes qui proclamaient la culpabilité unilatérale des empires centraux n'ont point été révoqués et déchirés par les travailleurs français et anglais. Le silence de ceux-ci les a contresignés. De là viennent tous nos malheurs. Mais s'il est vrai qu'il faille pour supprimer les effets remonter aux causes, leur devoir est tracé. Ils doivent sans tarder reprendre à leur compte une politique de révision des traités. Quelles objections forment-elles la contre ? On fait observer que le gouvernement fasciste de l'Allemagne — pour ne parler que de lui — n'a point d'autres exigences et que ce serait le raffermir encore que d'y satisfaire. Mais nous n'en croyons rien. Le national-socialisme a fondé sa propagande sur l'annulation des traités, prenant ainsi à son compte une revendication, dont il soulignait avant tout le caractère moral (car le peuple allemand savait bien qu'il n'avait pas plus de responsabilité qu'aucun autre peuple) et qui eût dû être la revendication de tous les travailleurs entraînés dans une guerre que pas un d'entre eux n'avait voulue. Qui ne voit, dans ces conditions, que ce retour à la tradition internationale du prolétariat serait susceptible de renverser complètement la conjoncture actuelle en ôtant au fascisme l'argument par excellence qui justifie sa position brutalisation nationale.

(Voir suite page 2.)

LE FRONT POPULAIRE AUX ORDRES DE LA BANQUE

Les événements vont vite. Après le vote presque unanime sur la politique extérieure, après le vote du statut du travail, la solidité du cabinet Chautemps apparaît incontestable, et au moment où paraissent ces lignes, il sera peut-être démissionnaire.

Devant la situation financière, Chautemps demande les pleins pouvoirs, dans le but de couvrir l'emprunt que va lancer la caisse autonome de la défense nationale.

Les pleins pouvoirs seront-ils accordés ? Nous le savons sous peu.

Mais que le cabinet soit ou ne soit pas renversé, la situation restera la même. Le problème se posera de la même façon pour le prochain gouvernement, même si c'est un gouvernement de Front populaire élargi.

Chautemps a très nettement posé la question dans sa déclaration en parlant d'apporter au pays, comme contre-partie essentielle de la confiance demandée, la certitude que l'assainissement progressif des finances publiques sera méthodique et énergiquement poursuivi par un gouvernement désormais sûr du lendemain et libre de ses actions, dans une atmosphère de concorde et de travail qui assure le relèvement de la production.

On ne peut, en effet, être plus clair. Pour mener à bien la politique ruineuse de surarmement qu'ont acceptée tous les députés de

Front populaire, pour subventionner la caisse autonome de la défense nationale, Chautemps a besoin de la confiance des banques. Il ne peut obtenir leur appui total qu'à condition de se mettre entièrement sous leur tutelle, d'exécuter leurs ordres, de les laisser gouverner en fait.

C'est là l'aboutissant logique et inéluctable de toute la politique des gouvernements de Front populaire de Blum à Chautemps.

C'est aussi le résultat de l'abandon de la lutte révolutionnaire en juin 1936. Du jour où la classe ouvrière a cédé au chantage de ses chefs et de ses élus, la partie était gagnée par le capitalisme. Il s'agissait de reprendre un à un, avec la complicité ou l'assentiment des députés et des sénateurs de gauche, tous les avantages conquis par les ouvriers, pendant les occupations d'usines.

Rapidement et sûrement le patronat s'est mis à l'œuvre. Les gouvernements de front populaire l'ont servi à merveille d'abord par la loi d'arbitrage obligatoire, puis en promettant le sautage des conventions collectives.

La deuxième manche restait à jouer. Il s'agissait de faire accepter le « Statut du travail ». On comprend l'importance que pouvait avoir pour le capitalisme le vote de cette loi.

C'était le prolétariat garrotté, la grève interdite, en un mot la possibilité d'agir, de se

venger de juin 1936, sans craindre la réaction ouvrière.

Le coup est fait.

Messieurs les parlementaires du Front populaire ont passé le lastet au cou de la classe ouvrière ; le patronat peut jouer la belle, mais il veut dans son jeu les meilleurs atouts.

Les banques lâcheront leur or, mais il leur faut des garanties solides et c'est pour cela que M. Chautemps réclame les pleins pouvoirs et promet déjà des aménagements à la loi de quinze heures.

De deux choses l'une. Ou le cabinet démissionnera et il se formera un gouvernement d'Union nationale (quelle que soit son étiquette : front populaire élargi, cabinet de personnalités, etc., etc.,) ou Chautemps obtiendra les pleins pouvoirs et le résultat sera le même.

De toute façon les banques, gouvernement et les 200 familles qui devait balayer le gouvernement de front populaire reprennent effectivement la direction des affaires.

Passerons-nous pour des démagogues si nous disons que nous assistons à l'enterrement du Front populaire, qui est mort avec le gouvernement Chautemps-Sarraut ?



L'action directe et le statut moderne du travail

par Sébastien FAURE

« L'ACTION DIRECTE court présentement un péril mortel.

« Toutes les Forces de Domination et d'Exploitation sont coalisées contre elle, en un complot infiniment mieux organisé que celui des Cagoulards. »

C'est en ces termes (1) que s'achevait mon précédent article.

Je dois donc, aujourd'hui dénoncer ce complot, en préciser les auteurs, en dévoiler les dessous, en faire connaître le but.

Les auteurs du complot en question, je les

ai suffisamment désignés ci-dessus : les uns opèrent sur le terrain politique et les autres sur le terrain économique ; les premiers détiennent les Forces de Domination, c'est-à-dire l'Etat ; et les seconds détiennent les Forces d'Exploitation, c'est-à-dire le Capital.

On ne manquera pas de penser et de me faire observer que cette alliance plus ou moins secrète du Capital et de l'Etat est un fait connu et constant et que, conséquemment le complot politico-économique dont je parle existe à l'état permanent et que le démasquer, c'est enfoncer une porte ouverte.

Cette observation est exacte et je me garde bien d'en contester le bien-fondé.

Toutefois, dans le complot dont il s'agit et qui se propose de tuer l'Action directe (force principale et, peut-on dire unique du prolétariat organisé en vue de son affranchissement) dans ce complot, dis-je, il y a ceci de tout à fait nouveau et de capitale importance : que, dans la pensée d'une foule de travailleurs, les Forces de Domination que synthétise l'Etat, ont, en France, changé de position, grâce au gouvernement de Front populaire, depuis mai-juin 1936. Cette idée est fort répandue.

Si j'observe de près et impartiallement l'état d'esprit actuel des masses inféodées et même simplement sympathisantes au Parti socialiste, au Parti communiste, à la C.G.T. unifiée, masses auxquelles il convient d'ajouter les suivantes fort nombreuses des groupements et organisations qui marchent avec le Rassemblement populaire, je constate que le triomphe électoral du Front populaire et la prise de possession du pouvoir gouvernemental par les chefs de ce conglomérat politique ont eu pour effet de donner naissance à une mystique entièrement nouvelle et des plus maléfiques.

Astucieusement créée et savamment entretenue et développée, cette mystique tend à faire accroire aux prolétaires que le Gouvernement actuel a cessé d'être aux ordres de la bourgeoisie capitaliste et qu'il est devenu la « chose » et l'appareil de libération des opprimés et exploités.

Cette mystique a pour conséquence de faire dans le Libertaire n° 590, portant la daté du 24 février 1938, mon article sur L'Action directe.

transformer en confiance aveugle la méfiance réfléchie, de substituer à l'hostilité justifiée des classes laborieuses contre l'Etat la sympathie irraisonnée de celles-ci pour l'Etat. Quel revirement !...

Jusqu'en 1936, les « Damnés de la Terre » avaient eu la conviction que leur détresse matérielle et leur asservissement social étaient dus à l'étrange conjuration et à l'action concertée des maîtres du Pouvoir : les Gouvernements et des Maîtres de la Fortune : les Possédants. (Lire la suite page 6)

LA MAIN TENDUE...

La religion reste l'opium du peuple

par Emilienne MORIN

Les anarchistes ne peuvent rester indifférents aux « consignes » plus ou moins heureuses lancées par les partis politiques ; la plus récente et la plus discutée est celle de « la main tendue ». Nous allons y apporter nos objections, sans animosité d'aucune sorte.

La main tendue aux catholiques ? Si vous voulez ! Cette tactique ne nous inquiète pas,

car nous sommes persuadés que les résultats qu'elle peut apporter prouveront, mieux que n'importe quelle polémique, l'erreur de ceux qui en font une arme politique !

Analysons, en effet, tranquillement, sans parti pris de doctrine, la formule déjà familière.

Tout d'abord, pourquoi borner cette mansuétude aux seuls catholiques ? Tendre la main aux « croyants », allons-y, mais alors à tous les croyants : protestants, juifs, mahométans, etc... Pourquoi pas ? Ce sont tous des hommes, après tout, des créatures humaines susceptibles de souffrir devant des maléfices.

Seulement, il ne faut pas confondre « chrétien » et « catholique ». Le vrai chrétien (espèce presque épuisée sur la surface du globe) sera

certainement à nos côtés, aux côtés de tous les révolutionnaires, pour lutter contre la guerre qu'on veut nous imposer, en vertu du « tu ne tueras point ».

Mais, quels sont les croyants qui se sont élevés jusqu'à maintenant contre le massacre de tout un peuple ? Le

représentant de Dieu sur la terre a-t-il excommunié, comme il aurait dû le faire, les assassins des catholiques basques ? A-t-il lancé l'anathème contre les destructeurs de Guernica ? Non ! L'Eglise catholique qui, après tout, ne s'entend pas trop mal avec Mussolini, observe un silence prudent, donc complice.

Toute la racaille militaire de la vieille Espagne prétend mener une croisade sacrée au

nom de Dieu et du Roi ; prêtres et militaires sont étroitement associés dans cette besogne criminelle. Nous ne pouvons oublier les « deux pasteurs » qui nous tiraient dessus, en juillet 1936, derrière les grosses pierres de leurs églises...

Certes, nous devons reconnaître que quelques prêtres se sont élevés contre le fascisme, mais leur protestation n'a pas eu d'écho dans le monde des soutanes. La grande majorité des gens d'église est sympathique à Franco et ses complices, ce qui est parfaitement naturel. En effet, les catholiques sont gens adversaires de tout progrès social, auquel ils opposent la doctrine de résignation : « Mon royaume n'est point de ce monde ». Ils fuient les vicissitudes de la vie ; ils n'aiment pas la lutte et cherchent un « refuge » dans l'obscurité des églises. Gens timorés (lorsque le fascisme ne les pousse pas à prendre un fusil contre nous) que pourraient-ils faire aux côtés de ces fous de révolutionnaires qui veulent chambarder le vieux régime brantant ?

Pour notre part, nous ne sommes point des violents par goût, comme on le prétend. Si nous pouvons obtenir une société plus équitable, fonctionnant au seul profit des collectivités et de l'individu, du peuple enfin, sans devoir échanger des coups, nous en serions ravis ; mais quel est l'ingénier qui peut croire encore à cette « évolution sans violence » ?

Pouvons-nous oublier que le Pape a envoyé son représentant à Salamanque ? Pouvons-nous ignorer que toutes les « victoires » des fascistes espagnols (qui ont vendu leur pays aux envahisseurs étrangers), sont toujours fêtées par de grandes cérémonies religieuses ? Sabre et goupillon, éternels complices contre les forces de progrès et de la

liberté... (Voir suite page 6)

Autour du fumier stalinien

Les chefs les plus en vue du bolchevisme sont accusés d'être à la solde du fascisme

Le procès de Moscou continue à défrayer la chronique du jour. Vingt et un bolcheviks, dont la plupart sont fondateurs du parti bolchevique, collaborateurs intimes de Lénine et titulaires d'années de prison, sous le vieux régime, se voient accusés de complot contre la sûreté de l'Etat (lisez de Staline !) et d'espionnage au profit de pays capitalistes !

Pour nous autres qui ne sommes pas dans les secrets du Komintern, ces accusations nous apparaissent plutôt comme moyens employés par le « chef général » pour se débarrasser de concurrents, susceptibles d'exploiter les bêtises de la politique stalinienne sur le terrain international, que comme lutte contre des actes criminels.

Il est très probable que des vieux bolcheviks aient pu prendre ombrage de l'ascension du tueur du Caucase et aient cherché à le renverser par n'importe quel moyen.

Pour les accusations d'espionnage, visant des gens comme Boukharine, Rakovsky, etc., les esprits avertis n'ont que sourires.

En dehors des mercenaires staliniens qui hurlent chaque matin dans l'Humanité pour exciter la haine des malheureux suiveurs, la classe ouvrière reste indifférente devant cette triste tragédie-comédie.

Les travailleurs conscients n'arrivent pas à admirer ces appels à l'assassinat dont le style rivalise avec celui de Détective. Le socialisme — quoi qu'en disent les amoureux de l'école marxiste — a toujours eu à cœur de propager une haute moralité et il a cherché à relever les individus. La cruauté et l'acharnement contre les « coupables » ont été, jusqu'à l'avènement de « l'ère » stalinienne, réservés à la justice bourgeoise et fasciste.

Il est vrai aussi que la plupart des accusés étaient les piliers de la doctrine bolchevique qui nie la capacité du peuple de se gouverner lui-même ; ils ont préconisé la

destruction des soviets et de la démocratie ouvrière, les considérant comme expression du préjugé petit-bourgeois de la liberté et de la justice sociale ; ils ont non seulement prêché la nécessité du pouvoir fort de l'avant-garde bolchevique, mais participé aux exploits de la « glorieuse » tsarika lorsqu'elle sevissait contre les anarchistes, à Moscou, en 1918 ; contre Makhno et les marins de Kronstadt, en 1921 ; contre les socialistes révolutionnaires de gauche, en juillet 1918 ; contre les mencheviks, en 1921. Ils ont chanté, dans leur « A.B.C. du Communisme », la gloire de la dictature du prolétariat, sans se rendre compte (oh ! les naïfs !) qu'un jour cette dictature pourra être exercée par une armée d'arrivistes menée par une clique de bandits et d'exploiteurs !

Ce jour est arrivé depuis longtemps, mais nos théoriciens ne semblent s'être aperçus de rien : la doctrine reste intacte. Cet avenement et cette incapacité de tirer les moindres enseignements d'une expérience tragique sont certainement plus menaçants pour le socialisme que les machinations stalinien.

L'attitude des accusés est encore moins explicative que le reste. L'acharnement qu'ils mettent pour s'accuser des crimes les plus invraisemblables ne favorise guère la fâche de l'accusation.

Devant tant de bassesse et d'ignominie de la part des hommes dont on est en droit d'attendre plus de courage et de dignité, on se demande par quel moyen diabolique la G.P.U. arrive à briser tout sentiment d'honneur et toute velléité de résistance.

La morale bolcheviste corrompt-elle l'individu à un tel degré qu'il arrive à tomber plus bas que n'importe quel malheureux taré et dégénéré ?

Charles ROBERT.

(Voir suite page 2.)

Les 200 familles au pouvoir !

Le visa espagnol est enfin accordé

Nos délégués n'avaient pas obtenu le visa espagnol et ne pouvaient se rendre à Barcelone y remplir leur mission. De là, nos protestations dont on prendra connaissance en quatrième page.

Malgré tout, nous ne nous donnions pas pour battus et notre ami Ander, qui a précédé à Barcelone la délégation de la S.I.A., agissait là-bas en conséquence et en accord avec nos camarades espagnols. Non sans résultat, comme on va le voir.

En effet, nous apprenons de Barcelone, vers midi, hier mercredi, alors que les pages de la S.I.A. étaient clichées, que le gouvernement Négrin donnait des ordres à son ambassade de Paris afin que les passeports de nos délégués soient immédiatement visés.

Notre manifestation du 25 mars

Autour du fumier stalinien

(Suite de la 1^{re} page.)

La G.P.U. possède-t-elle des moyens de pression qui détruisent la volonté ?

Ce sont des questions auxquelles nul n'est capable de répondre pour l'instant.

Le procès a soulevé de nombreuses protestations dont la plupart sont de pure forme. La F.S.I. et l'I.O.S. ont protesté ainsi que la Ligue des Droits de l'Homme et le Comité de Vigilance Antifasciste. Toutes ces protestations, d'un ton indigné et pleurnichard, sont inspirées par la crainte de voir l'alliance franco-russe compromise.

On se garde bien de préconiser le moindre geste susceptible d'empêcher la pourriture stalinienne de déborder les frontières de l'U.R.S.S. et d'empoisonner le mouvement ouvrier.

Pouvait-on attendre autre chose des hommes dont la politique a amené Hitler au pouvoir et qui s'honorent d'avoir eu comme ami un Noske ? Les dirigeants du parti S.F.I.O. ont dû sacrifier les emprisonnés mencheviks lors de la signature du fameux pacte d'unité. En Espagne, Staline et Prieto sont d'accord pour emprisonner les antifascistes !

La répression en Russie ne date pas d'hier. Pendant des années, les anarchistes Baron, Barnasch, Borovoi, Rosdorff ont été enterrés dans les prisons bolchevites et les deux derniers y sont morts.

On vient d'annoncer que Staline prépare une prochaine charrette. Les socialistes révolutionnaires de gauche, Karelle et Kamkov, emprisonnés depuis les événements de juillet 1918, seront jugés pour avoir comploté contre Lénine en 1918.

Il est temps que les travailleurs se lèvent pour mettre fin aux tristes exploits du feu du Caucase.

CHARLES ROBERT.

P.-S. — Nous donnerons dans notre prochain numéro quelques détails sur l'activité des socialistes révolutionnaires de gauche, sur l'assassinat de Mirbach et la tentative de renverser le gouvernement de Lénine en juillet 1918.

Pour une politique réaliste

(Suite de la 1^{re} page)

Nous envisageons sous cet angle la question coloniale — question cruciale que le ministre nazi Walther Funk vient de poser à nouveau, dimanche dernier, dans le discours qu'il a prononcé pour l'inauguration de la Foire de Leipzig. « Les clauses coloniales de Versailles, a déclaré l'Allemand, ont eu le caractère d'une punition déshonorante infligée à l'Allemagne ». Il réclame donc, non pas des crédits qui remettentraient l'Allemagne sous le joug de la finance, mais la rétrocession des colonies ravies à son pays en 1918. Au risque de provoquer l'indignation patriotique de ces messieurs du Front populaire — Sérôl en tête — qui se sont découverts une âme impériale et qui entendent bien garder le Cameroun et le Togo, nous osons affirmer que la restitution des colonies allemandes aurait dû figurer depuis de longues années dans les programmes des partis et des syndicats ouvriers. Sans vouloir, le moins du monde, abandonner quoi que ce soit de nos convictions anti-colonialistes, nous prétendons que, dans l'état actuel des choses, cette politique concrète aurait l'immense avantage de rendre au prolétariat français sa vraie figure et permettrait sur le plan international un véritable renversement de la vapeur. Le fascisme en serait, nous n'en doutons pas, atteint dans ses œuvres vives, aussi bien en France qu'en Allemagne, dans le même temps où l'unité internationale serait à nouveau affirmée. Une détente salutaire pourrait s'ensuivre. La guerre internationale reculerait tandis que seraient dissipées toutes les équivoques qui dressent les peuples les uns contre les autres. L'ennemi commun de tous les travailleurs, le régime capitaliste, apparaîtrait aux yeux enfin déssiés. Une clarté brutale ferait apparaître, ici et là, sa nocivité meurtrière. Les ouvriers allemands et italiens émigreront pour combattre la révolution espagnole laisseront tomber leurs armes.

Utopie ! déclarent nos grands politiques qui ne montrent quelque décision que lorsqu'il faut voter de nouveaux crédits militaires. Savoir ! Nous prétendons que la politique concrète que nous préconisons, à la fois réaliste et révolutionnaire, est actuellement encore suspecte d'obtenir de rapides résultats. Les peuples n'attendent que cette résolution hardie pour déserter les faux dieux qu'on leur demande d'adorer.

Mais n'attendons pas qu'il soit trop tard. Sachons bien que si nous ne prenons pas la partie de rompre avec notre impérialisme, il ne nous reste plus qu'à accepter la guerre ou à nous en remettre à la force du soin de maintenir encore quelque temps la paix. Nos hommes de gauche ne comprennent que sur la force. Ils sommement le gouvernement de se montrer plus ferme. Georges Sully pense qu'il est temps de donner le coup de couteau qui pourra, peut-être, intimider l'Allemagne. Julien Benda regrette que les gouvernements français se soient montrés trop faibles avec l'Allemagne, n'espérant plus qu'en la France de Clemenceau.

Nous devons bien comprendre qu'il nous faut, nous aussi, faire un choix. Nous choisissons l'internationalisme prolétarien.

LASHORTES.



PROPOS D'UN PARIA

Les leurs... et les nôtres

Notre joyeuse « conœur » l'Huma fulmine contre les journalistes de droite et de gauche qui non seulement ne prennent pas au sérieux le monstrueux procès de Moscou, mais s'indignent de tant d'incohérence, d'affirmations saugrenues, voire de la mise en cause de personnalités, qui ne s'attendaient certes pas à être citées à cette occasion.

Ne parlons plus de ce vieux Cachin, habitué depuis que le parti communiste existe en France à suivre, délibérément, le chemin tracé par la coterie au pouvoir, reniant et piétinant sans vergogne ses amis d'hier.

Victor Méric dans « Coulisses et Tréteaux » a dit excellentement ce qu'il fallait penser de ce « brave homme ».

Mais l'Huma possède un phénomène qui fait un parfait monstre de complot si son parti prenait un jour le pouvoir. Cet esprit imaginaire — qui doit revenir chez à son journal — ne craint pas de comparer notre « cagoule nationale » au complot permanent grâce auquel Staline et ses amis se débarrassent de tous ceux qui pourraient les gêner dans leur absolutarisme.

Seulement, il y a certainement, à ces origines mêmes, des personnages troubles, à plusieurs faces, et qu'il serait peut-être imprudent de faire sortir de l'ombre.

Toutes les vérités ne sont pas bonnes à dire et certains procédés se retournent parfois contre ceux qui les ont employés.

En Russie, on ne craint rien de tout cela. Les emprisonnés d'hier sont les torturés du lendemain.

Autour des accusés sont des loques humaines, d'une aboulie intégrale et qui avouent, qui avouent !...

Nous n'en sommes pas encore arrivés, heureusement, à ce degré de perfection dans la façon de rendre la justice.

Bien que, évidemment, tout ne se passe pas, en notre douce France, aussi bien que nous le voudrions.

Le « cagoule » du Pozzo di Borgo qui vient de goûter pendant une centaine de jours aux joies de la Santé, aux promiscuités de la Souricière, a été à même de faire de salutaires observations.

Je citerai seulement celle-ci.

Comme il demandait à un détenu qui venait d'être condamné pour vol pourquoi il ne travaillait pas, ce dernier lui répondit :

CHRONIQUE DES QUATRE MURS

France, pays d'élevage

Répercute de droite à gauche, des démocrates populaires aux communistes staliniens, de Tixier-Vignancour à Jacques Duclos, le cri d'alarme de la nation en péril retentit : « La France se dépeuple ! » Et toutes les personnalités du journalisme ou de la politique, même les moins qualifiées sur le sujet, tel M. Léon Baillby qui est « tante » et par conséquent inapte à la reproduction (fort heureusement, d'ailleurs), jusqu'au cardinal Verdier, membre d'une corporation dont l'action répopulatrice est expressément occultée depuis de longues années dans les programmes des partis et des syndicats ouvriers. Sans vouloir, le moins du monde, abandonner quoi que ce soit de nos convictions anti-colonialistes, nous prétendons que, dans l'état actuel des choses, cette politique concrète aurait l'immense avantage de rendre au prolétariat français sa vraie figure et permettrait sur le plan international un véritable renversement de la vapeur. Le fascisme en serait, nous n'en doutons pas, atteint dans ses œuvres vives, aussi bien en France qu'en Allemagne, dans le même temps où l'unité internationale serait à nouveau affirmée. Une détente salutaire pourrait s'ensuivre. La guerre internationale reculerait tandis que seraient dissipées toutes les équivoques qui dressent les peuples les uns contre les autres. L'ennemi commun de tous les travailleurs, le régime capitaliste, apparaîtrait aux yeux enfin déssiés. Une clarté brutale ferait apparaître, ici et là, sa nocivité meurtrière. Les ouvriers allemands et italiens émigreront pour combattre la révolution espagnole laisseront tomber leurs armes.

Utopie ! déclarent nos grands politiques qui ne montrent quelque décision que lorsqu'il faut voter de nouveaux crédits militaires. Savoir ! Nous prétendons que la politique concrète que nous préconisons, à la fois réaliste et révolutionnaire, est actuellement encore suspecte d'obtenir de rapides résultats. Les peuples n'attendent que cette résolution hardie pour déserter les faux dieux qu'on leur demande d'adorer.

Mais n'attendons pas qu'il soit trop tard. Sachons bien que si nous ne prenons pas la partie de rompre avec notre impérialisme, il ne nous reste plus qu'à accepter la guerre ou à nous en remettre à la force du soin de maintenir encore quelque temps la paix. Nos hommes de gauche ne comprennent que sur la force. Ils sommement le gouvernement de se montrer plus ferme. Georges Sully pense qu'il est temps de donner le coup de couteau qui pourra, peut-être, intimider l'Allemagne. Julien Benda regrette que les gouvernements français se soient montrés trop faibles avec l'Allemagne, n'espérant plus qu'en la France de Clemenceau.

Nous devons bien comprendre qu'il nous faut, nous aussi, faire un choix. Nous choisissons l'internationalisme prolétarien.

LASHORTES.

LES TARTUFFES

Dans le même temps qu'elle protestait contre les rigueurs du système pénitentiaire dont les cagoulards étaient victimes, la presse de droite s'étendait complaisamment sur les mérites du chat à neuf queues. Le Journal, organe des Sans Haine ne resta point en arrière sur ce palpitant sujet et après Vautel qui réclamait le rétablissement du fouet en France, voici ce qu'écrivait en première page dernièrement un médecin qui collabore régulièrement sous le pseudonyme de Diocorde à la feuille pro-fasciste :

Il est donc regrettable que l'obstination de certains délinquants dans leurs méfaits oblige, à notre époque, malgré les progrès que notre conscience a faits dans le domaine humanitaire, de recourir à ces supplices. Malheureusement, l'expérience a démontré que ce sont les seuls qui atteignent leur but, c'est-à-dire provoquent la terreur et écartent l'idée de la récidive.

Hélas ! Il nous faut bien admettre le fouet, puisqu'il est démontré que seul il possède cette vertu d'« exemplarité » qui est à la base de toute répression.

N'est-ce point là une merveille de jésuitisme ? Ajoutons que Diocorde est inscrit aux S. H. Traduisons : Saldau, Hypocrites.

◆◆◆

NAPOLEON AVEC NOUS

Après Jeanne d'Arc, fille du peuple, le parti communiste vient de découvrir un nouveau fils du peuple et de s'empêtrer de l'annexer. Il faut reconnaître que ce nouvel annexe manquait vraiment à la collection ; il est digne de figurer entre le général Staline et l'autre fils du peuple, le bien aimé Maurice, il s'agit de Napoléon lui-même.

L'Humanité du 2 février et du 2 mars propose une souscription, où elle s'inscrit pour 2.500 francs, ainsi que le parti communiste pour une somme identique, pour acheter les lettres de Napoléon qui ont été vendues à Londres. Les Nacos veulent protéger le patrimoine français. Ils ne veulent pas que les lettres d'un grand Français tombent dans des mains étrangères. Quelle belle leçon de patriotisme ils donnent à tous nos nationalistes.

Ce qui a appartenu aux Français doit revenir à la France ; strongueugneut...

Comme nous comprenons ce noble sentiment, nous proposons que l'Huma ouvre une souscription, pour acheter l'épée du vieux Brennus et la hache du Grand Feré, deux fils du peuple un peu trop oubliés.

Monsieur Dubatet.

CHARLES D'AVRAY

Audition des œuvres anarchistes

Charles d'Avray rappelle aux camarades que c'est le vendredi 11 mars, à 21 heures, chez Roger Tozini (Cabaret de la Vieille, 58, rue Custine), qu'il donnera une audition complète de ses œuvres anarchistes. Cette audition sera divisée en 3 parties.

1^{re} partie : Une rétrospective de la chanson anarchiste pendant la période d'action de 1897 à 1906.

2^{re} partie : De l'éducation anarchiste par la chanson de 1906 à 1914.

3^{re} partie : L'après-guerre et la chanson anarchiste au service de l'époque.

Notes et Gloses

◆ Sans Haine ! a subitement poussé Lucien Descares. Et de vouloir aussi s'assimiler à tous les autres bipèdes sa conception des rapports entre humains. C'est à voir... Et, même, de très près.

◆ Évidemment, vivre sans haine, sans envie, sans jalouse, serait parfait. Mais cela implique obligatoirement la disparition de la charogne de société dans laquelle nous nous débattions, par laquelle nous croyons, et l'avènement de la société libertaire. Alors, à moins d'être naturellement vicieux, la haine sera inconnue des hommes.

◆ Oui, mais, en attendant, notre devoir est de faire, et, aussi, d'enseigner la haine. Je m'explique.

Si, à l'instar de Lucien Descares, nous disons au prolo d'aimer son patron sans haine, il sera toujours refait. Si nous lui conseillons de bannir la haine de son cœur et d'aimer fils et gradailles, il est sûr d'avoix la gueule cassée au prochain tournant de rue... ou de tranchée.

Mais si, au contraire, nous lui disons : il faut hater les maîtres, tous les maîtres, du juge au patron, en passant par le flic et le ministre, parce que, eux disparus, tu pourras enfin vivre librement, si nous savons lui inculquer cette haine des oppresseurs, de tous les oppresseurs, assez profondément pour que, enfin, il se révolte contre eux et les antisémites, nous pourrons tous, après, vivre sans haine.

◆ L'ignoble stigmapied Cachin, cet être vil et faux, plus sournois qu'un jésuite, cet amateur de lâcheté, de servilité, de flagornerie qui fut tour à tour antipatriote et patriote, fasciste en temps de paix et jusqu'à boutiste en temps de guerre, kersensky et stalinien, bref, celui qui de tout temps a toujours hurlé avec les loups, vient de se salir un peu plus, s'il est possible.

Dans l'*« Huma »* du 2, il se répand servilement sur ce qu'il est convenu d'appeler le procès de Moscou. Et de terminer comme suit son ordre : Et si le crime est prouvé, s'il est avoué, alors qu'on ne s'étonne pas de la férmeté des juges ! Qu'on songe plutôt à imiter la vigilance des magistrats soviétiques contre les saboteurs et les trahisseurs à leur patrie. Nos amis espagnols comprennent bien ce que nous voulons dire.

Ainsi, au moment où nous luttons de toutes nos forces pour arracher des prisonniers espagnols nos camarades antifascistes détenus par Negrin pour faire plaisir à ses alliés de Moscou, ce qui s'appelle Cachin préconise l'assassinat pur et simple de nos amis, comme en Russie. Et l'on voudrait que je parle sans haine de ce voyou ? Non ! sans blague ?

HENRI GUERIN.

l'Etat de leur avancer la somme nécessaire à la fondation d'un foyer. » Et M. de St-Just dévoile le projet qu'il demandera à la Chambre de

l'estomac dont la nature l'a pourvu, à une époque où, par le double effet du perfectionnement des armes et du recul de la conscience humaine l'enfant se trouve incorporé dès le berceau dans les unités combattantes, ceux qui, par plaisir ou par calcul commettent l'effroyable inconsequence de donner la vie en échange d'une lourde responsabilité. Que les moralistes dès lors ne viennent plus avec leurs préceptes conventionnels, contraindront les fils à respecter leurs progénitures. Ceux-ci, cupides, égoïstes et insouciants, qui poussent le cynisme jusqu'à réclamer la reconnaissance de leurs descendants par le sempiternel grief : « C'est tout de même moi qui t'ai élevé ! » s'exposent au juste mépris de leurs victimes, si inopportunément tirées du Néant heureux et jetées par un acte d'autorité abominable dans un monde aux cogitations stupides et criminelles. A plus forte raison si le mobile de la procréation n'est pas seulement la soumission atavique à l'impératif besoin de reproduire que la Nature impose aux espèces, mais la recherche du lucratif, l'acceptation d'un trafic ignoble, la complicité d'un honteux négociant.

Après les pays totalitaires, il appartient bien à la France, cette nation qu'une vanité incoercible porte à se prétendre la plus spirituelle, la plus libre, la plus dénuée d'instinct grégaire, d'adopter finalement ce nouvel article qui ravale l'être humain au niveau du bétail de ferme.

Désormais, sur ce territoire doublément voué à l'élevage, tel paysan dont la vache ou la jument n'aura pas dans l'année porté fruit, causant ainsi préjudice à la traditionnelle bas de lait, pourra en appeler de cette stérilité sur la personne de sa femme et compenser le veau défaillant par un rejeton, vendu d'avance à la Patrie et promis au putanat ou à la conscription. Du reste, si le tarif proposé par M. de St-Just se maintient, tout porte à croire que cette industrie s'avérera plus rémunératrice que l'engraissement des porcs ou des bovins, le concours agricole annuel étant remplacé avantageusement par le Prix Cognac ou quelque course à la maternité primée par un milliardaire « philanthrope ». Plus que jamais le sens littéral des mots sera respecté lorsqu'on désignera la grossesse par l'expression « position intéressante ».

Quant à la dignité humaine, au point où elle en est, elle peut bien encore encaisser ce dernier coup. Dans un siècle où l'homme n'est plus qu'un rouage anonyme, un matricule dont la vie tout entière est réglée par les exigences de l'Etat, l'acceptation de gosses, nagaïre dévolue par les romanciers de feuilletons aux gitans et aux négris, sera dorénavant accessible à tous.

Inut

La collectivité d'Alcazar de Cervantes

COMITE ADMINISTRATIF

Cette ville, située dans la province de Ciudad-Libre (anciennement Ciudad-Real) n'a pas perdu sa physionomie d'autrefois. Dans l'une des rues, nous contemplons une place attestant qu'ici a vécu le « prince des ingénieurs » et sans le vouloir, nous ressentons de l'admiration, car si Cervantes s'est immortalisé par Don Quijote de la Mancha, cette modeste maison le vit naître.

Politiquement parlant, les gauches prédominaient depuis longtemps et eurent un grand succès aux élections de février 1936. Quant aux organisations ouvrières, l'U.G.T. était alors en tête, et maintenant la C.N.T. et elle marchent ensemble.

Le 19 juillet, lors des événements révolutionnaires, fut constitué un comité municipal de ravitaillement, lequel dirige le rationnement de la ville dans laquelle ont trouvé asile un grand nombre de réfugiés. Le Conseil municipal s'est constitué avec cinq socialistes, sept membres de l'U.G.T., cinq de la C.N.T., deux de la gauche républicaine, deux du parti républicain autonome et un parti communiste, prenant pour président un socialiste.

COLLECTIVISATIONS

L'organisation confédérale commence le développement économique d'Alcazar en collectivisant toutes les industries dont la production devait être le tonique de la nouvelle vie sociale et économique du pays. Entre elles figurent une fabrique d'alcools, toute l'industrie meunière, les ateliers mécaniques et arts graphiques existant dans la localité. Ensemble, avec l'U.G.T., furent menées à bonne fin les collectivisations des industries du bois, des coiffures et des collectivités paysannes.

L'INDUSTRIE COLLECTIVISEE

Au mois de mars 1937, les affiliés de la C.N.T. installèrent dans une maison abandonnée un atelier métallurgique. Quelques petits propriétaires d'ateliers du même genre s'y intéresseront et participeront à cette œuvre qui a aujourd'hui un parfait développement.

L'atelier commença son exploitation sans aucun capital initial, uniquement les outillages cédés par les collectivistes et le matériel dont disposaient les petits propriétaires. Des salaires de quinze pesetas par jour furent stipulés pour les constructeurs et maîtres mécaniciens et douze pesetas pour les aides.

COLLECTIVITES PAYSANNES

En octobre 36, sous l'égide des deux grandes syndicats, la collectivité de paysans fut formée et un grand nombre de propriétaires y apportèrent leurs biens. Sur cinquante-trois hectares que comporte ce secteur, trente-cinq entrent dans la collectivité.

Les principales productions sont, dans l'ordre, la production vinicole et les céréales.

Autrefois, les quantités obtenues, principalement dans les céréales, étaient insignifiantes : elles ont atteint 35.000 quintaux de blé et 29.000 quintaux d'orge.

Au fonds de la collectivité entrent également 1.800 mulets et 400 moutons, ainsi que trois tracteurs et divers outils de labour. Les bénéfices obtenus par la collectivité sur les bêtes s'élèvent à 211.792 pesetas depuis la formation de la collectivité.

UNE COLLECTIVITE AGRAIRE :

Belver del Cinca

Notre camarade Gaston Leval nous a fait parvenir les pages ci-dessous, qui font partie d'un livre inédit intitulé *L'Espagne socialisée*.

Il nous signale que l'organisation qu'il décrit existait avant que la répression stalinienne ait détruit en grande partie les collectivités d'Aragon.

Deux mille habitants et une superficie de 10.000 hectares, dont sept mille irrigués par les eaux du Cinca, en partie canalisées depuis la conquête romaine. La vie pourrait être heureuse sur cette terre fertile, dans ce climat sec, dans ces champs étendus qui se prêtent si bien au travail du tracteur, dans ces plantations d'oliviers au tendre feuillage, ou dans ces jardins potagers cultivés depuis tant de siècles.

Mais sur 10.000 hectares, cinq familles en avaient six mille, qui ne faisaient, ayant qu'une seule propriété. Mille hectares pour le moins étaient détenus par nos camarades. Comme se trouvaient avec le maire du village, qui était plus le défenseur des intérêts du peuple qu'un politicien.

Le Comité prit immédiatement possession des grandes propriétés et se chargea de leur administration. Le 30 juillet, les petits propriétaires furent convoqués et invités à constituer la collectivité agraire. Tous y entrèrent, avec leur terre, leurs bêtes, leurs instruments aratoires. Une Commission administrative composée d'un trésorier, d'un secrétaire et d'un administrateur général fut immédiatement nommée.

Elle avait pour but d'organiser la vie nouvelle. Il fallait d'abord assurer la culture des champs. La superficie du territoire de Belver fut divisée en trente-trois parties, constituées d'après leur position, leur production, la distribution des habitants.

Dans chacune de ces parties fut installé un groupe de familles qui doit obtenir, en même temps que les céréales, des légumes, des pommes de terre, des œufs, des oiseaux de basse-cour, des lapins, et tout ce qu'il est possible de se procurer pour vivre.

Vingt-huit groupes habitent le village. Cinq sont disséminés dans les anciennes demeures des administrateurs, trop éloignées les deux bouts.

Nos idées avaient des défenseurs, qui en 1931, fondèrent un syndicat. Il fonctionna bien peu, et ses organisateurs durent bien s'enfuir. Mais ils allaient d'un village à l'autre, travaillant où ils pouvaient, propagant les principes du socialisme libertaire. Tant d'efforts ont donné leurs fruits. Quand la République surgit, Belver eut de nouveau un Syndicat de la C.N.T. Il ne dura pas longtemps. Un an après, il était à nouveau fermé par ordre des autorités. Il ressurgit et fut à nouveau fermé, et une fois de plus, les militants durent passer en France d'où ils revinrent recommencer leur lutte obstinée. En juillet 1936, le coup fasciste trouva enfin le syndicat ouvert. L'Union Générale des Travailleurs n'en a jamais eu.

La garde civile, envoyée pour soumettre les habitants du village, fit cause commune avec eux. Dès le premier jour, on constitua un comité révolutionnaire où nos camarades se trouvaient avec le maire du village, qui était plus le défenseur des intérêts du peuple qu'un politicien.

Le Comité prit immédiatement possession

La lutte fantastique des Asturias

Le Comité Péninsulaire de la F.A.I. nous fait parvenir quelques renseignements sur l'étonnante lutte soutenue par nos camarades des Asturias.

Après avoir rappelé les fauteurs qui ont été plus contribués à perdre le front des Asturias : manque de fortifications, incapacité du commandement excusée par l'isolement du reste de l'Espagne, mais surtout écrasante supériorité de l'U.G.T. et trois de la C.N.T.

Le président est un vieux paysan et petit propriétaire appelé Vidal Cruz, appartenant à l'U.G.T. Il est le premier à se montrer plus satisfait qu'autrefois de la nouvelle organisation.

La collectivité compte aussi sur ses caves pour la fabrication du vin ; la récolte dernière de raisin atteint trois millions de kilos : une partie fut réservée aux collectivistes pour leur consommation.

AVOIRS ET RETRAITES

Les salaires établis ont un caractère familial ; ils sont fixés à huit pesetas par jour au chef de famille et cinquante centimes en plus pour chaque enfant de moins de 14 ans.

La collectivité a constitué aussi un fonds de retraite dont profitent déjà huit hommes et une femme qui peuvent rester sans travailler.

Un autre aspect qu'il ne convient pas d'oublier est que vingt-deux bataillons de nationalité basque cesseront de combattre avec efficacité dès la chute de Bilbao, l'affaire ne les intéresse plus.

Quant à la chute de Santander, les éternelles discussions de compétence entre les partis socialiste et communiste, et l'excès d'optimisme ont fait beaucoup dans la chute de la ville. La C.N.T. et la F.A.I. furent maintenues en dehors des activités politiques. A la guerre nous n'avions aucune participation sauf sur le front. Toutes les obstructions furent mises en œuvre pour nous empêcher de prendre un commandement. Cependant les organisations C.N.T. et F.A.I. furent à la hauteur des circonstances. Ses deux bataillons les 122 et 126 furent les derniers à se retirer après des pertes considérables, de Santander vers les Asturias.

La résistance fut extrêmement tenace et soutenue de la part de nos forces, des gestes admirables furent accomplis. Le 214 par exemple ayant éprouvé toutes ses munitions (des bombes à main) pour faire face à l'artillerie et à l'aviation) termina la lutte... avec des pierres ! La lutte prit un caractère farouche qui fut durer très longtemps la résistance des Asturias là où nos camarades avaient la plus forte participation dans la politique et la guerre contrairement à Santander et Bilbao.

« La partie totale du Nord eut lieu le 20 octobre 1937. Depuis longtemps l'on ne pouvait plus fabriquer de dynamite par manque de glycérine. Quant à la fabrication des bombes à main et obus pour l'artillerie, nous manquions de manganèse, produit indispensable pour la fonte.

« Le gouvernement nous laissa complètement à l'abandon, malgré tous nos appels. Seul le vapeur *Reina de Panamá* put entrer dans le port de Museo avec un chargement de cartouches, du matériel antiaérien et des mitrailleuses. Il ne put être employé car il arriva trop tard. Devant les avances de plus en plus rapides de l'ennemi, les Asturias durent se replier dans la montagne... et les nouvelles depuis plusieurs mois nous apprennent que la guerre continue entre les fascistes et ces irréductibles.

FABRIQUE D'ALCOOLS COLLECTIVISEE

La C.N.T. a pris aussi l'initiative de collectiviser la fabrique d'alcools qui fut formée en septembre 36 avec tous les ouvriers qui la composaient, l'ancien propriétaire en faisant aussi partie. Elle fut nommée « Collectivité le Progrès C.N.T. ». L'on procéda avant toute chose à un inventaire général qui donna pour résultat un actif de pesetas 481.854.

C'est une fabrique de premier ordre. Sa production annuelle s'élève à 547.000 litres d'alcool à 96° et 1.400.000 litres de vin. Elle est dirigée par un Conseil d'administration composé de cinq membres ; il se réunit chaque mois en assemblée générale avec les autres membres de la collectivité qui donne pour résultat un actif de pesetas 481.854.

C'est une fabrique de premier ordre. Sa production annuelle s'élève à 547.000 litres d'alcool à 96° et 1.400.000 litres de vin.

Elle est dirigée par un Conseil d'administration composé de cinq membres ; il se réunit chaque mois en assemblée générale avec les autres membres de la collectivité qui donne pour résultat un actif de pesetas 481.854.

C'est une fabrique de premier ordre. Sa production annuelle s'élève à 547.000 litres d'alcool à 96° et 1.400.000 litres de vin.

Elle est dirigée par un Conseil d'administration composé de cinq membres ; il se réunit chaque mois en assemblée générale avec les autres membres de la collectivité qui donne pour résultat un actif de pesetas 481.854.

C'est une fabrique de premier ordre. Sa production annuelle s'élève à 547.000 litres d'alcool à 96° et 1.400.000 litres de vin.

Elle est dirigée par un Conseil d'administration composé de cinq membres ; il se réunit chaque mois en assemblée générale avec les autres membres de la collectivité qui donne pour résultat un actif de pesetas 481.854.

C'est une fabrique de premier ordre. Sa production annuelle s'élève à 547.000 litres d'alcool à 96° et 1.400.000 litres de vin.

Elle est dirigée par un Conseil d'administration composé de cinq membres ; il se réunit chaque mois en assemblée générale avec les autres membres de la collectivité qui donne pour résultat un actif de pesetas 481.854.

C'est une fabrique de premier ordre. Sa production annuelle s'élève à 547.000 litres d'alcool à 96° et 1.400.000 litres de vin.

Elle est dirigée par un Conseil d'administration composé de cinq membres ; il se réunit chaque mois en assemblée générale avec les autres membres de la collectivité qui donne pour résultat un actif de pesetas 481.854.

C'est une fabrique de premier ordre. Sa production annuelle s'élève à 547.000 litres d'alcool à 96° et 1.400.000 litres de vin.

Elle est dirigée par un Conseil d'administration composé de cinq membres ; il se réunit chaque mois en assemblée générale avec les autres membres de la collectivité qui donne pour résultat un actif de pesetas 481.854.

C'est une fabrique de premier ordre. Sa production annuelle s'élève à 547.000 litres d'alcool à 96° et 1.400.000 litres de vin.

Elle est dirigée par un Conseil d'administration composé de cinq membres ; il se réunit chaque mois en assemblée générale avec les autres membres de la collectivité qui donne pour résultat un actif de pesetas 481.854.

C'est une fabrique de premier ordre. Sa production annuelle s'élève à 547.000 litres d'alcool à 96° et 1.400.000 litres de vin.

Elle est dirigée par un Conseil d'administration composé de cinq membres ; il se réunit chaque mois en assemblée générale avec les autres membres de la collectivité qui donne pour résultat un actif de pesetas 481.854.

C'est une fabrique de premier ordre. Sa production annuelle s'élève à 547.000 litres d'alcool à 96° et 1.400.000 litres de vin.

Elle est dirigée par un Conseil d'administration composé de cinq membres ; il se réunit chaque mois en assemblée générale avec les autres membres de la collectivité qui donne pour résultat un actif de pesetas 481.854.

C'est une fabrique de premier ordre. Sa production annuelle s'élève à 547.000 litres d'alcool à 96° et 1.400.000 litres de vin.

Elle est dirigée par un Conseil d'administration composé de cinq membres ; il se réunit chaque mois en assemblée générale avec les autres membres de la collectivité qui donne pour résultat un actif de pesetas 481.854.

C'est une fabrique de premier ordre. Sa production annuelle s'élève à 547.000 litres d'alcool à 96° et 1.400.000 litres de vin.

Elle est dirigée par un Conseil d'administration composé de cinq membres ; il se réunit chaque mois en assemblée générale avec les autres membres de la collectivité qui donne pour résultat un actif de pesetas 481.854.

C'est une fabrique de premier ordre. Sa production annuelle s'élève à 547.000 litres d'alcool à 96° et 1.400.000 litres de vin.

Elle est dirigée par un Conseil d'administration composé de cinq membres ; il se réunit chaque mois en assemblée générale avec les autres membres de la collectivité qui donne pour résultat un actif de pesetas 481.854.

C'est une fabrique de premier ordre. Sa production annuelle s'élève à 547.000 litres d'alcool à 96° et 1.400.000 litres de vin.

Elle est dirigée par un Conseil d'administration composé de cinq membres ; il se réunit chaque mois en assemblée générale avec les autres membres de la collectivité qui donne pour résultat un actif de pesetas 481.854.

C'est une fabrique de premier ordre. Sa production annuelle s'élève à 547.000 litres d'alcool à 96° et 1.400.000 litres de vin.

Elle est dirigée par un Conseil d'administration composé de cinq membres ; il se réunit chaque mois en assemblée générale avec les autres membres de la collectivité qui donne pour résultat un actif de pesetas 481.854.

C'est une fabrique de premier ordre. Sa production annuelle s'élève à 547.000 litres d'alcool à 96° et 1.400.000 litres de vin.

Elle est dirigée par un Conseil d'administration composé de cinq membres ; il se réunit chaque mois en assemblée générale avec les autres membres de la collectivité qui donne pour résultat un actif de pesetas 481.854.

C'est une fabrique de premier ordre. Sa production annuelle s'élève à 547.000 litres d'alcool à 96° et 1.400.000 litres de vin.

Elle est dirigée par un Conseil d'administration composé de cinq membres ; il se réunit chaque mois en assemblée générale avec les autres membres de la collectivité qui donne pour résultat un actif de pesetas 481.854.

C'est une fabrique de premier ordre. Sa production annuelle s'élève à 547.000 litres d'alcool à 96° et 1.400.000 litres de vin.

Elle est dirigée par un Conseil d'administration composé de cinq membres ; il se réunit chaque mois en assemblée générale avec les autres membres de la collectivité qui donne pour résultat un actif de pesetas 481.854.

C'est une fabrique de premier ordre. Sa production annuelle s'élève à 547.000 litres d'alcool à 96° et 1.400.000 litres de vin.

Elle est dirigée par un Conseil d'administration composé de cinq membres ; il se réunit chaque mois en assemblée générale avec les autres membres de la collectivité qui donne pour résultat un actif de pesetas 481.854.

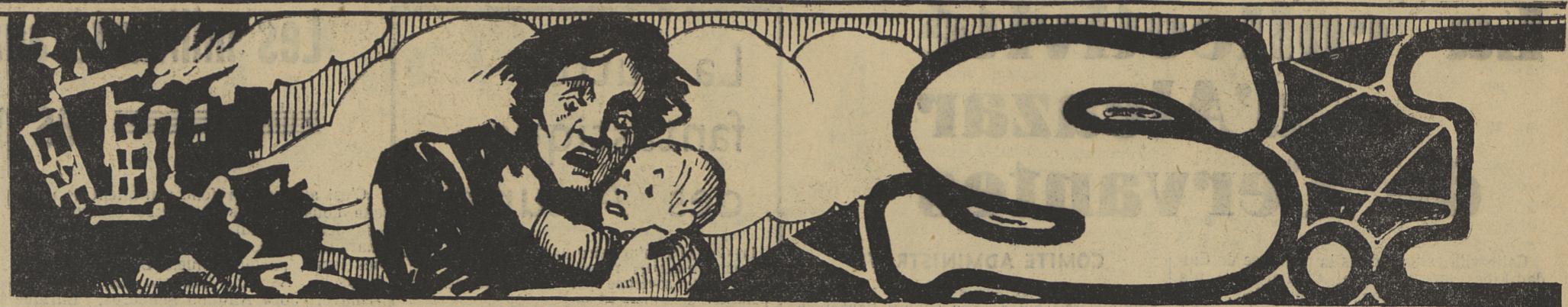
C'est une fabrique de premier ordre. Sa production annuelle s'élève à 547.000 litres d'alcool à 96° et 1.400.000 litres de vin.

Elle est dirigée par un Conseil d'administration composé de cinq membres ; il se réunit chaque mois en assemblée générale avec les autres membres de la collectivité qui donne pour résultat un actif de pesetas 481.854.

C'est une fabrique de premier ordre. Sa production annuelle s'élève à 547.000 litres d'alcool à 96° et 1.400.000 litres de vin.

Les dictatures n'auront qu'un temps.

Les emprisonnements, les assassinats ne pouvant cacher les tares de ces régimes ; au contraire !



SOLIDARITÉ INTERNATIONALE ANTIFASCISTE. - Siège central: 26, r. de Crussol, Paris (II) - Tél. Roq. 73-96. - Chèque postal Faucier 596-03

Ni fascisme ni stalinisme, mais la liberté !

Encore faut-il agir, agir fortement et vite, si l'on ne veut pas qu'il soit trop tard pour choisir et qu'une dictature — n'importe laquelle, ne sont-elles pas d'ailleurs sœurs jumelles — écrase l'Espagne d'abord, la France ensuite.

Une délégation de la S.I.A. — dont on lira ci-dessous la protestation — devait se rendre à Barcelone cette semaine afin de réclamer, dans le but que vous savez, une complète amnistie en faveur des prisonniers antifascistes.

Tous les journaux espagnols annoncent l'arrivée de cette délégation. Une importante réunion est organisée pour dimanche à Barcelone sous la forme d'un festival en l'honneur des délégués de la S.I.A. française. L'ambassadeur d'Espagne à Paris avait déclaré à cette délégation : mon Gouvernement vous fera un chaleureux accueil. Le Gouvernement Negrín accordait — nous écrit-on de Barcelone — l'entrevue demandée pour la délégation française.

Un rien a tout démolé au dernier moment : le consul d'Espagne à Paris n'accorde pas le visa espagnol à nos délégués. Et l'ambassadeur ne met pas le consul au pas. Et le Gouvernement Negrín n'impose pas à son ambassadeur et à son consul de faciliter immédiatement le départ de la délégation.

Pauvre Gouvernement Negrín ! Doit-on plutôt le plaindre que le blâmer ? Le plaindre d'être tantôt dans les mains de l'Angleterre, tantôt sous la dépendance de la Russie.

S.I.A. ne capitulera pas, en tout cas, devant les difficultés amassées devant elle. Elle remplira toutes les tâches qu'elle s'est assig-née. Personne n'est capable de l'arrêter sur la voie où délibérément elle s'est engagée depuis sa création.

S.I.A. a des ennemis hypocrites, forts et nombreux, capables de toutes les saletés. Elle a, en revanche, des amis à qui aujourd'hui elle lance un émouvant appel qui est en même temps une pressante mise en garde.

Le fascisme et le stalinisme nous guettent, mais ni l'un ni l'autre ne gagneront la partie si nous leur barrons résolument la route.

Pour affirmer sur ce point vos convictions, camarades, et votre désir d'action, S.I.A. vous convoque le 25 mars à une manifestation dont la puissance de rayonnement dépendra de vous, de l'activité que vous dépenserez d'ici-là, de l'ardeur que vous mettrez à ne point vous résigner devant la barbarie fasciste et stalinienne.

S.I.A.

Les emprisonnés sacrifiés à une politique despotique

Mandatés par douze mille élus réunis le 18 février dans le Gymnase Japy, à l'appel de la Solidarité Internationale Antifasciste, nous avions accepté de composer une délégation chargée de porter au gouvernement républicain espagnol le vœu de ce public populaire.

Ce vœu, c'est celui d'une large amnistie qui, rendant à la liberté tous les antifascistes que ce gouvernement retient en prison, et qui sont des combattants de la toute-première heure pour l'Espagne libre, maîtresse de ses destinées, augmenterait pour elle le nombre des braves hommes résolus à combattre pour sa délivrance, et pour la victoire que remporteront par elle l'esprit humain et un peuple fier.

Tout était organisé pour l'accomplissement de notre mission. Nous avions nos passeports et le visa français.

A Barcelone, nous étions attendus par d'innombrables camarades. Un meeting même y était prévu, qui devait avoir lieu dimanche prochain, 13 mars, et dans lequel nous aurions proclamé notre attachement fraternel à la révolution espagnole, attachement qui est celui de tous les peuples ardents encore à conserver leurs libertés ou à les conquérir.

Nous avions fait à l'ambassadeur d'Espagne la déferlante vivante qui, de notre part, s'imposait. Il nous avait courtoisement reçus, nous laissant même entendre que nous serions fort honorablement accueillis par son gouvernement.

Il ne nous restait plus qu'à attendre le visa espagnol nécessaire à la validité de nos passeports.

Nous avons attendu. Nous attendons encore... tant, même, que nous voici fondés à croire que nous attendrons toujours.

Le gouvernement espagnol, dont la réception nous paraît devoir être excellente, se

serait donc — sous quelle influence ? — ravisé, et tiendrait pour « indésirables » les hommes de bonne volonté que nous sommes, lesquels n'avaient entrepris que d'aider à la réconciliation et à l'union par une large amnistie, de tous ceux qui ont juré le salut et l'heureux avenir de l'Espagne ouvrière.

Nous savions que notre effort avait l'adhésion du plus grand nombre des révolutionnaires et des républicains espagnols.

Nous voici, hélas ! induits à croire que cette adhésion n'est pas du goût du gouvernement espagnol et qu'il peut craindre que nous ne soyons, à Barcelone, que trop bien entendus.

Nous devions cette explication aux douze mille camarades qui nous ont mandatés et à tous ceux qui, en France et ailleurs, sont gagnés à l'œuvre généreuse et libre de la Solidarité Internationale Antifasciste.

Tout le regret est pour nous dans notre espérance douloureuse trompée. Mais tout l'honneur aussi.

Vive, malgré tout, malgré les emprisonnements, l'amnistie en Espagne !

Georges PIOCH, Marceau PIVERT, Jean NOCHER, Henri GRANDJOUAN, Auguste LARGENTIER, Louis LE-COIN.

La manifestation du 25 Mars

Elle se déroulera dans une des plus grandes salles de Paris. Des tracts l'annoncent devant être distribués d'une façon intense dans les usines, les ateliers et les chantiers. Ils seront à votre disposition, camarades, dès mardi soir. La manière dont vous les distribuerez assurera le triomphe de notre démonstration. N'hésitez donc pas.

SOLIDARITÉ

La religion enseigne la charité à ses fidèles. Ce terme implique un certain mépris de la part de celui qui l'exerce envers celui qui la reçoit, et nous le répudions.

La Révolution française a choisi un autre mot : fraternité, lequel met les participants dans un pied d'égalité. Du reste, l'Exangile dit aussi : « Aimez-vous les uns les autres ». Pourtant, l'expression n'est pas admise par tout le monde. Je ne conçois réellement pas d'amour fraternel envers tous ceux qui m'entourent, tandis que je sens très bien la solidarité qui me lie.

Depuis que la classe ouvrière a pris conscience de sa situation de sa force et d'un idéal, c'est par la solidarité qu'elle se sente les cordes et par elle qu'elle agit. Solidarité dans la défense, solidarité dans l'attaque, solidarité dans la pénurie.

La solidarité est un lien qui répond à toutes les situations, en respectant l'indépendance des individus ; elle est réciproque et n'établit jamais de compte par doit et avoir. Elle n'exige pas que je me dépouille de tout au profit d'un seul besogneux. Elle signifie que, chaque jour, à chaque instant, je me dédie pour ce qui est le plus urgent, moi-même n'étant qu'une unité dans l'ensemble des consommateurs.

Prenons un exemple dans l'histoire. A toutes les époques, des groupes se sont formés et, se retirant du monde, des individus ont mis leurs richesses en commun, abdiquant dès lors toute initiative. Mais la secte des Epicuriens a voulu autre chose. Ce n'est pas une fois dans sa vie qu'il faut pratiquer la solidarité, puis ensuite obéir à une règle. C'est chaque jour qu'il faut s'inquiéter des besoins du voisin, et conserver vivace sa liberté, son jugement et ses sentiments.

La solidarité répond à une crainte souvent énoncée au sujet de cette situation future dont beaucoup d'entre nous se préoccupent. Le salariat supprimé, quel sera le critère du droit au pain quotidien ? Evidemment, la nécessité de satisfaire à nos besoins. Et si l'abondance règne, tout s'arrange facilement. Sinon, sera-ce le rationnement ou le bon de travail ? En fait, le problème ne se pose pour ainsi dire pas si nous ne considérons que les gens habitués à mettre la main à la pâte. Mais les autres, les artistes, les rêveurs, les paresseux apparents ? « Le poète demande à la société le droit à la vie en même temps que le droit de rêver, il réclame le pain et les loisirs » a dit Vigny. Devant un Etat centralisé, le problème est sans solution, devant les petits groupes humains, les travailleurs qui les composent savent que « l'homme ne vit pas de pain seulement », et ils se sentent de ces êtres un peu spéciaux, peu capables de montrer chaque soir ce qu'ils ont produit dans la journée.

La solidarité est la pratique par laquelle nous nous évadons dès aujourd'hui du monde où prétend régner l'économie politique et où les lois surveillent notre conduite.

Paul RECLUS.

Notre fête du 18 Mars

Notre S.I.A. doit subvenir à bien des besoins, faire également de très gros frais de propagande. Il lui faut donc beaucoup d'argent. Pour en trouver un peu, elle organise le vendredi 18 mars, à 20 h. 30, grande salle de la Mutualité, 24, rue Saint-Victor, une très belle fête. Venez-y tous, vous qui aimez S.I.A. et qui approuvez son attitude. Vous passerez une excellente soirée et vous nous procurerez le nerf de la guerre qui est aussi celui de la propagande.

A vendredi, 18 mars, camarades !

PÈLE-MÈLE, VOICI LE PROGRAMME

Mme ARVEZ-VERNET de l'Opéra
JULIEN BERTHEAU de la Comédie-Française
Mme YVONNE SIMONOT violoncelliste
JEAN MARSAC chansonnier
Mme MARCELLE STACH de l'Opéra-Comique
RENE PAUL chansonnier
LOUIS CELTY dessinateur humoriste
MANOLITA et MACARENO danseurs espagnols
Mme CHARLOTTE DAUVIA des Grands Concerts Parisiens
LUCIEN ROBERT des Cabarets Montmartrois
JACQUES MARTEL poète berrichon
LES OMANIS DE L'ALHAMBRA merveilleux athlètes
PIERRE DARAGON chanteur
CELMAS speaker

Causerie par Georges PIOCH : « La solidarité de la Commune à nos jours »
Au piano : M. BRICLOT et le compositeur JEAN JAL

Prix des places : 7 frs — 4 frs pour les enfants.

Notre souscription

Trop de camarades détiennent des feuilles de souscription qu'ils ne se pressent pas de faire circuler et remplir, aussi notre dernière liste de souscriptions était-elle moins élevée que les précédentes. Nous leur demandons instamment de vaincre une nonchalance qui leur fait remettre l'accomplissement d'une besogne pourtant pressante.

Collectez, camarades ! Faites en sorte que le total de la prochaine liste dépasse de beaucoup le montant de la dernière.

En nous adressant les sommes qui vous auront été remises, n'oubliez pas, non plus, de nous envoyer les feuilles de souscription.

Par le film, la parole et les fêtes

LA CONFÉRENCE FILMÉE D'ORLEANS

Le lundi 28 février, dans la salle du Forum cinéma, nous donnons une séance cinématographique précédée d'une conférence de Huart.

Comme d'habitude, les délégués à la conférence du Parti des masses avaient fait jeu des quatre fers et mis tout en branle pour saboter notre soirée.

En pure perte, d'ailleurs, car ce fut devant une salle comble que notre camarade E. Brissel, secrétaire de l'Union locale des syndicats, ouvrit la séance. En termes sobres, il mit en relief l'effort des antifascistes espagnols, le caractère tragique de leur lutte et le rôle de solidarité agissante de S.I.A. Il déclara que le caractère essentiel de la victoire antifasciste en Espagne restait l'unité d'action de tous les secteurs antifascistes.

Après ce court exposé fort applaudie, Huart fit une conférence très clair des buts de la S.I.A. et des méthodes d'action qu'elle entendait employer, cet exposé fut pour résultat immédiat l'adhésion de nombreux camarades et des témoignages encourageants de solidarité. Excellente soirée qui renforce notre section et nous permettra d'aller de l'avant.

Bravo de la tombola : le N° 1183 gagne une pendule ; 311, une poupée ; 112, une garniture de chambre ; 12, un serviette à découper ; 107, une plateaux bois sculpté ; 202, une boîte bois sculpté.

Deux antifascistes désirent garder l'anniversaire nous ont fait parvenir, l'un, 2 et l'autre 3 caisses de boîtes de lard confectionnées. Les films furent également applaudis. Succès incontestable, considérable. La section en reviendra les fruits.

UNE FÊTE A NICE

La fête organisée le 6 février à la Chambre régionale par la section locale de la S.I.A. a fort bien réussi.

Au cours de la soirée, notre camarade Robert Louzon, membre du Comité de patronage, a fait un exposé très clair des buts de la S.I.A. et des méthodes d'action qu'elle entendait employer, cet exposé fut pour résultat immédiat l'adhésion de nombreux camarades et des témoignages encourageants de solidarité.

Excellente soirée qui renforce notre section et nous permettra d'aller de l'avant.

Bravo de la tombola : le N° 1183 gagne une pendule ; 311, une poupée ; 112, une garniture de chambre ; 12, un serviette à découper ; 107, une plateaux bois sculpté ; 202, une boîte bois sculpté.

Deux antifascistes désirent garder l'anniversaire nous ont fait parvenir, l'un, 2 et l'autre 3 caisses de boîtes de lard confectionnées. Les films furent également applaudis. Succès incontestable, considérable. La section en reviendra les fruits.

A TOUS MERCI

Actuellement nous sommes 55 adhérents à la S.I.A. Je vous envoie une première liste de souscription de 467 fr. 50, plus 92 fr. 50 pour paiement de cartes et de timbres. En pensant que nul effort n'est vain, je continuerai à me dévouer à S.I.A.

Un camarade Masneuf, secrétaire de la S.I.A., à Lyon :

Pour Lyon même ça va... doucement.

A Vénissieux plus de 100 cartes ont été placées, les copains espèrent arriver à 200. A Villeurbanne ça a l'air de vouloir partir. Il me reste encore 45 cartes qui seront placées cette semaine. Il faudra que vous m'en fassiez parvenir 100 de plus.

A tous merci.

De notre ami Haussard, dans l'Aisne :

J'ai déjà placé 50 cartes; veuillez-vous m'en adresser 50 nouvelles et des timbres. Par la même occasion, envoyez-moi 50 insignes.

Un camarade Pascal, secrétaire de la S.I.A. de Marseille dont la puissance grandit de jour en jour :

Faites-nous parvenir, par retour du courrier, 500 cartes, 1.000 timbres, 200 papillons. J'ai reçu hier 100 adhésions de la S.I.A. par la poste et aujourd'hui 100 également par la gare. Merci.

Un camarade Colonna, des Cévennes :

A la section locale tous les jeudis à 20 h. 30, chez François, 7 avenue Marceau, à Courbevoie. Permanence, tous les dimanches, de 14 h. à 18 h. 30, salle Lejeune, 67, rue de Ménilmontant.

ARMENTIÈRE. — Pour adhérer et cotiser s'adresser à la permanence tous les jours à partir de 18 heures, 42, rue de Paradis, à Armentière.

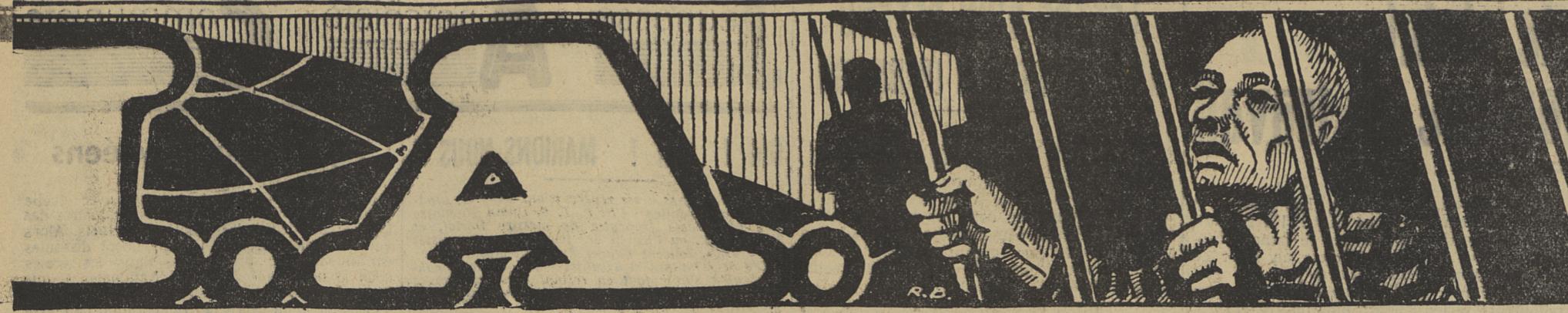
BAGNOLET-EN-NCOURT. — Une permanence est tenue tous les dimanches matin, de 10 h. à 12 h., à l'angle de la rue du Moulinet, où sont reçus les dons et les adhésions.

COURBEVOIE-LA GARENNE. — Réunion publique du samedi 5 mars, qui réussit malgré le sabotage de nos affiches par les fascistes et les bolcheviques. Après une révolution magnifique de Huart, l'appréhension d'un militant socialiste, quelques questions posées par un camarade trotskiste, nous nous séparons non sans avoir fait au préalable une quinzaine d'adhésions. Dimanche prochain nous tiendrons une permanence de 10 h. à midi, à l'angle de la rue du Moulinet, 109, rue de la Garenne.

CRETEIL-BONNEUIL. — Notre réunion publique du samedi 5 mars, qui réussit malgré le sabotage de nos affiches par les fascistes et les bolcheviques. Après une révolution magnifique de Huart, l'appréhension d'un militant socialiste, quelques questions posées par un camarade trotskiste, nous nous séparons non sans avoir fait au préalable une quinzaine d'adhésions. Dimanche prochain nous tiendrons une permanence de 10 h. à midi, à l'angle de la rue du Moulinet, 109, rue de la Garenne.

LA CHAPELLE-LE-GRAND. — Réunion publique du samedi 5 mars, qui réussit malgré le sabotage de nos affiches par les fascistes et les bolcheviques. Après une révolution magnifique de Huart, l'appréhension d'un militant socialiste, quelques questions posées par un camarade trotskiste, nous nous séparons non sans avoir fait au préalable une quinzaine d'adhésions. Dimanche prochain nous tiendrons une permanence de 10 h. à midi, à l'angle de la rue du Moulinet, 109, rue de la Garenne.

LEVALLOIS (Manufacture nationale d'armes). — Les camarades désireux de former une section de la S.I.A. sont priés de se faire connaître à Olivier Isidore, 215, avenue d'Argenteuil, à Bois-Colombes.



SOLIDARIDAD INTERNACIONAL ANTIFASCISTA. — Secretaria : 26, r. de Crussol, Paris (11) - Tél. Roq. 73-96 - Chèq. Post. : Faquier 596-03

Una circular interesante

Dedicamos la presente Circular al planteamiento de dos cuestiones que nos ha sometido la Sección Española, en espera de que, examinadas con cariño, den satisfacción a la demanda que hace en la primera y opinen sobre lo que, por su iniciativa, planteamos en la segunda.

**

En su deseo de favorecer a los combatientes del ejército de la libertad, la Sección Española de S.I.A. no limita su actividad a procurarles cuanto puede en cosas imprescindibles, como ropa y algunos alimentos suplementarios; desea llegar más lejos y lo logra mientras está a su alcance; quiere atender sus necesidades morales y de indole sentimental, procurándoles los medios para que se pongan en contacto por escrito, con sus camaradas y familiares. A tal efecto, ha distribuido miles y miles de preciosas tarjetas, que han sido acogidas y utilizadas por los milicianos con grandiosa simpatía. Ahora prepara nuevas ediciones que irá repartiendo en todos los frentes, tan pronto termine su confección. Pero estos esfuerzos, con ser muy importantes, no son suficientes y llegan al Consejo Nacional de la Sección, manifestaciones de los compañeros venidos de los frentes, en las que se pone en evidencia la falta de papel y lapiсерos para mantener correspondencia con parientes y amigos.

La carencia de papel y lapiсерos en el mercado español, producida por la falta de materias primas con que se fabrica una y otra cosa, imposibilita a la Sección Española de S.I.A. para proveer los combatientes de tan preciosos elementos. Por eso, nos sugiere la idea de recurrir a las Secciones Nacionales distribuidas por el mundo, en demanda de bloques de papel y lapiсерos con que surtir las necesidades que, en este sentido, tienen los milicianos.

Por el Consejo General de S.I.A. :
P. HERRERA, Secretario.

El arma del boicot

El compañero Bernardo Pou decía, en un artículo suyo publicado en un reciente número, que frente a la barbarie de los fascistas que no vacilan en exterminar hasta las mujeres y los niños para lograr el dominio de España, debíase organizar el boicot general de los trabajadores contra las naciones fascistas.

Otro lo dijeron antes. Incluso organizaciones obreras de España han pedido la utilización de esta arma para frenar el sadismo de los atacantes, y ayudar a los atacados.

Pero, hasta ahora, estos llamamientos han caído en el vacío. El movimiento obrero internacional es el único que puede llevar a cabo con efectividad este boicot. Para esto, debería negarse a cargar y descargar los buques de las naciones atacantes: Italia y Alemania, además de los buques de Franco allí donde se presentan. Claro es que si, en Francia, en Holanda, en Inglaterra, en Bélgica, en los Estados Unidos este boicot tuviese lugar, los resultados serían materialmente buenos.

Es ahora mucho más difícil que antes de la guerra organizar tales actos de solidaridad. Y es difícil porque los sindicatos han dejado la norma de acción directa que seguían antes. Ahora se entregan a una política reformista que no favorece la aplicación de un boicot internacional. Conseguir que éste se realice es sumamente difícil.

Es evidente que las grandes agrupaciones políticas podrían, por su parte, determinar una actividad en este sentido. Tienen, sobre los mismos sindicatos obreros de la mayor parte de las naciones más o menos democráticas, una influencia a veces preponderante. Es hacia ellas que deberíase dirigir la campaña para que no se cargaran ni descargaran los buques destinados a los países mencionados, para que no se consumieran los productos de aquellos países.

¿Hasta qué punto están dispuestas a hacerlo? Es difícil adelantar. La mayor parte de las veces existe, entre esas agrupaciones políticas y los gobiernos, una solidaridad pública o tácita, y para no crear dificultades dichas agrupaciones

ciones no se mueven sino dentro de estrechos límites.

Parece difícil conseguir el boicot. Sin embargo, es evidente que constituiría un arma de extraordinario poder si se supiera manejarla. Si, sobre todo, hubiese voluntad para emplearla. Y, pese a las dificultades, creo que se podría plantear el problema en los periódicos, en las reuniones, en los sindicatos obreros.

Seríamos pocos para empezar, pero con insistencia, con método, no sería imposible provocar entre los trabajadores una reacción, un estado de espíritu favorable a esta empresa. De cualquier modo, muchos obreros sienten sinceramente la causa de la España antifascista, y responderían favorablemente. Y, aun cuando no se consiguiera lo que anhelamos, por lo menos la agitación en favor de nuestra causa habría aumentado.

Me parece útil que las secciones de la S.I.A. vayan viendo la forma de plantear el problema en la esfera de su influencia respectiva. Sobre todo me parece necesario que se concierten para lograr estos fines, y que en cada ciudad, los miembros afiliados a ella hagan en las reuniones sindicales proposiciones concretas para hacer ambiente y obligar a las autoridades de estos sindicatos a tomar posición de otro modo que en palabras o en hechos sin importancia.

No olvidemos que la campaña pro Sacco y Vanzetti empezó con muy pocos hombres, lo mismo que la campaña por el asunto Dreyfus en Francia. Y sin embargo, por la perseverancia de un puñado de luchadores el movimiento en favor de esos inocentes tuvo desproporcionadas proporciones que sus iniciadores no habrían sospechado.

Claro que las cosas de España van más de prisa. Pero hay de todos modos que hacer lo imposible. Aun cuando fracasáramos, nuestra conciencia no podría reprocharnos no haber hecho todo lo que estaba en nuestro poder. Y es solamente haciendo todo lo que de nosotros depende, ensayando cuanto puede favorecer nuestra causa que la guerra puede ganarse.

Un republicano desengaño.

Todos los hombres libres con la S.I.A.

En entusiasmo despertado por la S.I.A. en todos los hombres y las organizaciones que no hacen de la solidaridad obra partidista es grande. El mitin celebrado el 18 de febrero en la sala Japy para pedir una amplia amnistía en España la demostró que puede contar con el apoyo de todos los sinceros antifascistas.

Habría sido preferible que dedicáramos toda nuestra acción a combatir directamente el fascismo, pero como lo hicieron observar los oradores, defender los **cinco mil antifascistas** que sufren en las cárceles de la República, es defender la causa de la libertad, puesto que la mayoría de los detenidos lucharon con las armas en la mano desde el primer día. En cambio, los que les persiguen permanecieron ocultos en los primeros meses de la batalla. Si los que ejercen el Poder en España quieren ser considerados como antifascistas, deben devolver a la libertad sin pérdida de tiempo a nuestros camaradas. De lo contrario, no cesaremos en nuestra campaña hasta conseguirlo.

Algunos días más tarde, se nota entre las organizaciones antifascistas un gran interés en recoger fondos para la compra de víveres que envían a España, cosa que vemos con agrado, pues sabemos la escasez que hay allí. Pero esta ayuda no debe hacernos olvidar que la guerra no se hace solamente con los alimentos. Los fascistas continúan recibiendo todo clase de material bélico, y reservos en hombres, mientras, so pretexto de no intervención, la frontera oriental de los Pirineos queda cerrada.

Hace unos meses, un redactor de *l'Œuvre* escribió con razón que si todos los gobiernos llamados democráticos tomasen medidas para no seguir abasteciendo en carbamentos y armas de gran calibre a los fascistas, la guerra se terminaría en tres meses.

Les recomendamos hacer un esfuerzo y leerla.

La delegación de la S.I.A. debía salir a España para ocuparse de los presos antifascistas no ha podido partir todavía.

Nuestros lectores encontrarán en la página francesa una explicación a este hecho sorprendente.

La delegación de la S.I.A. debía salir a España para ocuparse de los presos antifascistas no ha podido partir todavía.

Nuestros lectores encontrarán en la página francesa una explicación a este hecho sorprendente.

La delegación de la S.I.A. debía salir a España para ocuparse de los presos antifascistas no ha podido partir todavía.

Nuestros lectores encontrarán en la página francesa una explicación a este hecho sorprendente.

La delegación de la S.I.A. debía salir a España para ocuparse de los presos antifascistas no ha podido partir todavía.

Nuestros lectores encontrarán en la página francesa una explicación a este hecho sorprendente.

La delegación de la S.I.A. debía salir a España para ocuparse de los presos antifascistas no ha podido partir todavía.

Nuestros lectores encontrarán en la página francesa una explicación a este hecho sorprendente.

La delegación de la S.I.A. debía salir a España para ocuparse de los presos antifascistas no ha podido partir todavía.

Nuestros lectores encontrarán en la página francesa una explicación a este hecho sorprendente.

La delegación de la S.I.A. debía salir a España para ocuparse de los presos antifascistas no ha podido partir todavía.

Nuestros lectores encontrarán en la página francesa una explicación a este hecho sorprendente.

La delegación de la S.I.A. debía salir a España para ocuparse de los presos antifascistas no ha podido partir todavía.

Nuestros lectores encontrarán en la página francesa una explicación a este hecho sorprendente.

La delegación de la S.I.A. debía salir a España para ocuparse de los presos antifascistas no ha podido partir todavía.

Nuestros lectores encontrarán en la página francesa una explicación a este hecho sorprendente.

La delegación de la S.I.A. debía salir a España para ocuparse de los presos antifascistas no ha podido partir todavía.

Nuestros lectores encontrarán en la página francesa una explicación a este hecho sorprendente.

La delegación de la S.I.A. debía salir a España para ocuparse de los presos antifascistas no ha podido partir todavía.

Nuestros lectores encontrarán en la página francesa una explicación a este hecho sorprendente.

La delegación de la S.I.A. debía salir a España para ocuparse de los presos antifascistas no ha podido partir todavía.

Nuestros lectores encontrarán en la página francesa una explicación a este hecho sorprendente.

La delegación de la S.I.A. debía salir a España para ocuparse de los presos antifascistas no ha podido partir todavía.

Nuestros lectores encontrarán en la página francesa una explicación a este hecho sorprendente.

La delegación de la S.I.A. debía salir a España para ocuparse de los presos antifascistas no ha podido partir todavía.

Nuestros lectores encontrarán en la página francesa una explicación a este hecho sorprendente.

La delegación de la S.I.A. debía salir a España para ocuparse de los presos antifascistas no ha podido partir todavía.

Nuestros lectores encontrarán en la página francesa una explicación a este hecho sorprendente.

La delegación de la S.I.A. debía salir a España para ocuparse de los presos antifascistas no ha podido partir todavía.

Nuestros lectores encontrarán en la página francesa una explicación a este hecho sorprendente.

La delegación de la S.I.A. debía salir a España para ocuparse de los presos antifascistas no ha podido partir todavía.

Nuestros lectores encontrarán en la página francesa una explicación a este hecho sorprendente.

La delegación de la S.I.A. debía salir a España para ocuparse de los presos antifascistas no ha podido partir todavía.

Nuestros lectores encontrarán en la página francesa una explicación a este hecho sorprendente.

La delegación de la S.I.A. debía salir a España para ocuparse de los presos antifascistas no ha podido partir todavía.

Nuestros lectores encontrarán en la página francesa una explicación a este hecho sorprendente.

La delegación de la S.I.A. debía salir a España para ocuparse de los presos antifascistas no ha podido partir todavía.

Nuestros lectores encontrarán en la página francesa una explicación a este hecho sorprendente.

La delegación de la S.I.A. debía salir a España para ocuparse de los presos antifascistas no ha podido partir todavía.

Nuestros lectores encontrarán en la página francesa una explicación a este hecho sorprendente.

La delegación de la S.I.A. debía salir a España para ocuparse de los presos antifascistas no ha podido partir todavía.

Nuestros lectores encontrarán en la página francesa una explicación a este hecho sorprendente.

La delegación de la S.I.A. debía salir a España para ocuparse de los presos antifascistas no ha podido partir todavía.

Nuestros lectores encontrarán en la página francesa una explicación a este hecho sorprendente.

La delegación de la S.I.A. debía salir a España para ocuparse de los presos antifascistas no ha podido partir todavía.

Nuestros lectores encontrarán en la página francesa una explicación a este hecho sorprendente.

La delegación de la S.I.A. debía salir a España para ocuparse de los presos antifascistas no ha podido partir todavía.

Nuestros lectores encontrarán en la página francesa una explicación a este hecho sorprendente.

La delegación de la S.I.A. debía salir a España para ocuparse de los presos antifascistas no ha podido partir todavía.

Nuestros lectores encontrarán en la página francesa una explicación a este hecho sorprendente.

La delegación de la S.I.A. debía salir a España para ocuparse de los presos antifascistas no ha podido partir todavía.

Nuestros lectores encontrarán en la página francesa una explicación a este hecho sorprendente.

La delegación de la S.I.A. debía salir a España para ocuparse de los presos antifascistas no ha podido partir todavía.

Nuestros lectores encontrarán en la página francesa una explicación a este hecho sorprendente.

La delegación de la S.I.A. debía salir a España para ocuparse de los presos antifascistas no ha podido partir todavía.

Nuestros lectores encontrarán en la página francesa una explicación a este hecho sorprendente.

La delegación de la S.I.A. debía salir a España para ocuparse de los presos antifascistas no ha podido partir todavía.

Nuestros lectores encontrarán en la página francesa una explicación a este hecho sorprendente.

La delegación de la S.I.A. debía salir a España para ocuparse de los presos antifascistas no ha podido partir todavía.

Nuestros lectores encontrarán en la página francesa una explicación a este hecho sorprendente.

La delegación de la S.I.A. debía salir a España para ocuparse de los presos antifascistas no ha podido partir todavía.

Nuestros lectores encontrarán en la página francesa una explicación a este hecho sorprendente.

La delegación de la S.I.A. debía salir a España para ocuparse de los presos antifascistas no ha podido partir todavía.

Nuestros lectores encontrarán en la página francesa una explicación a este hecho sorprendente.

La delegación de la S.I.A. debía salir a España para ocuparse de los presos antifascistas no ha podido partir todavía.

Nuestros lectores encontrarán en la página francesa una explicación a este hecho sorprendente.

La delegación de la S.I.A. debía salir a España para ocuparse de los presos antifascistas no ha podido partir todavía.

Nuestros lectores encontrarán en la página francesa una explicación a este hecho sorprendente.

La delegación de la S.I.A. debía salir a España para ocuparse de los presos antifascistas no ha podido partir todavía.

Nuestros lectores encontrarán en la página francesa una explicación a este hecho sorprendente.

La delegación de la S.I.A. debía salir a España para ocuparse de los presos antifascistas no ha podido partir todavía.

Nuestros lectores encontrarán en la página francesa una explicación a este hecho sorprendente.

La delegación de la S.I.A. debía salir a España para ocuparse de los presos antifascistas no ha podido partir todavía.

Nuestros lectores encontrarán en la página francesa una explicación a este hecho sorprendente.

La delegación de la S.I.A. debía salir a España para ocuparse de los presos antifascistas no ha podido partir todavía.

Nuestros lectores encontrarán en la página francesa una explicación a este hecho sorprendente.

L'action directe et le statut moderne du travail

(Suite de la première page)

Aussi n'accordaient-ils confiance pas plus à ceux-ci qu'à ceux-là et se sentaient-ils dans la nécessité de combattre les uns et les autres avec le même acharnement.

Mais on a enseigné à ces pauvres bougres que, depuis près de deux ans, il ne doit rien rester de cette idéologie anarchique. On leur a affirmé que les alliés et défenseurs des parasites de la Finance cosmopolite et du grand patronat ont été chassés des sphères gouvernementales et expulsés du Pouvoir ; on leur a affirmé qu'ils y ont été remplacés par des Partis et des hommes qui sont les amis et les protecteurs de ceux qui souffrent, peinent et produisent.

Et cette affirmation fallacieuse leur a été tant et tant de fois répétée qu'ils ont fini par lui accorder crédance.

Hélas ! Les choses en sont là : avant 1936, les salariés pensaient et disaient : « Le Gouvernement est pour les capitalistes et contre nous ». Actuellement, nombre d'entre eux pensent et disent : « Le Gouvernement est pour nous et contre les capitalistes ».

Et, ne se méfiant pas du complot trame contre lui, le prolétariat ignorant, bénit et veule, s'en remet naïvement à la majorité parlementaire et au ministère qui la manœuvrent à sa guise, du soin de réglementer juridiquement les droits et les devoirs respectifs des exploiteurs et des exploités dans leurs rapports quotidiens.

Cette codification, c'est ce qu'on appelle « le Statut moderne du Travail ».

**

Le complot ourdi contre l'*Action directe*, c'est ça ; complot machiavélique conçu et diaboliquement organisé.

Le *Statut moderne du Travail* est hypocritement présenté comme destiné à établir théoriquement et en fait, sur le pied d'une totale égalité, les droits et les devoirs des deux parties en cause, d'équilibrer ceux-ci équitablement, au mieux des intérêts en jeu et, en cas de conflit, d'attribuer au Travail et au Capital la part qui, en toute justice, revient à chacun.

Eh bien ! même s'il en était vraiment ainsi, il resterait hors de doute que, par le mécanisme compliqué des clauses et stipulations, par l'enchevêtrement des dispositions générales et particulières qu'il accumule comme à plaisir, le *Statut moderne du Travail* aura pour résultat absolument indubitable de privier les travailleurs de leur arme par excellence de défense et d'attaque : l'*Action directe*. Il aura pour conséquence de mettre hors de leur portée l'instrument de combat dont le maniement est à la fois le plus prompt et le plus efficace : l'*Action directe*.

Le Travail sera, ainsi, livré, pieds et poings liés à son ennemi : le Capital.

Est-ce clair ?

**

Si, il y a deux ans, on avait proposé aux théoriciens et militants du Parti socialiste de soumettre à l'approbation des Chambres un projet tendant à codifier les relations entre le Capital et le Travail, l'idée même d'une telle proposition avait été ciblée des râilleries les plus cinglantes, des sarcasmes les plus indignes.

Les dépositaires et gardiens de la doctrine marxiste se seraient écrits : « Ne savez-vous pas, idiots et ignorants, que, sous le régime capitaliste, les intérêts du Capital et du Travail sont en irréductible opposition et que, conséquemment, toute conciliation entre ceux-ci et ceux-là est impossible ? »

Et le Parti communiste ? Quel accueil eût-il fait à cette proposition ? J'entends d'ici ces « farouches » révolutionnaires hurler : « A d'autres ! Pour qui nous prenez-vous ? Nous n'avons qu'un mot d'ordre : « Classe contre classe » et, en toutes choses, notre position reste invariablement conforme à ce mot d'ordre. »

Quant à la C. G. T. (celle qui poursuivait, en s'appuyant sur ses seules forces et son action propre, la suppression du salariat par l'abolition du patronat), elle n'eût pas manqué de repousser sans examen tout projet de loi visant une conciliation impossible.

Les temps sont bien changés !

Aujourd'hui, C. G. T., Parti socialiste, Parti communiste agissent comme s'ils n'avaient jamais connu ou s'ils avaient oublié l'abîme infranchissable qui sépare, dans leurs intérêts immédiats et futurs, économiquement : la classe capitaliste et la classe ouvrière, politiquement : les gouvernements et le peuple.

Syndicats patronaux et syndicats ouvriers négocient ; Jouhaux et Gignoux discutent et se déclarent animés d'un égal désir de s'entendre ; au sein de chaque parti politique, on ergote à perte de vue sur des si et des mais ; entre les deux assemblées législatives la navette multiplie son traditionnel va-et-vient. Et le Gouvernement s'ertue à obtenir de part et d'autre un dosage entre exigences et concessions qui, exprimé dans un texte législatif ouvrant la porte aux applications les plus oposées et aux interprétations les plus contradictoires, permettra aux avocats du Capital autant qu'aux porte-parole du Travail de chanter victoire.

Cette comédie ne trompera ni les uns ni les autres, car tous savent que, tant que le jeu capitaliste ne sera pas mis irrévocablement au rancart, c'est toujours le Capital qui gagnera la partie.

LA RELIGION RESTE L'OPPIUM DU PEUPLE

(Suite de la première page)

Nous ne pouvons comprendre ladite consigne de « main tendue » à un « parti » (car l'Église catholique est bien un parti aujourd'hui) forcément rétrograde, et qui, directement ou indirectement, lance toujours ses troupes de fidèles contre ces apaches d'ouvriers qui osent réclamer un peu plus de bien-être et de liberté pour eux et leurs familles.

Et les vrais chrétiens égarés dans ce parti d'obscurantisme seraient vite rappelés à l'ordre s'ils osaient combattre avec nous les forces réactionnaires d'un vieux régime ! Souvenez-vous de ce noble évêque de Jack London, (dans son beau livre « Le Talon de Fer ») qui, le jour où un socialiste militant lui fit entrevoir la vérité crue (misère des producteurs, la haute société pourrie de vices sous ses habits dorés) renonça d'un seul coup aux honneurs, aux richesses matérielles ; il secoua les miséables, emmena les malheureuses prostituées dans sa splendide demeure, essayant, en un mot, de ressusciter la belle doctrine de Jésus, oubliée depuis si longtemps ! Hélas ! ses collègues, scandalisés, le firent enfermer comme fou !

Nous n'avons aucun parti-pris contre les catholiques ; ils sont d'un autre côté de la barricade, voilà tout ! En si parmi le troupeau des fidèles, quelques hommes veulent secouer le sommeil séculaire ; s'ils se sentent tout d'un coup humiliés par ces préceptes de résignation et de laisser-faire, qu'ils viennent chez nous, dans la grande famille prolétarienne, non plus en jaunes (n'oublions pas le triste rôle des syndicats chrétiens dans les grèves) mais en frères de lutte et de souffrance. Nous les accueillerons à bras ouverts. Mais c'est à eux de choisir leur camp : à droite ou à gauche...

EMILIENNE MORIN.

PRENDRE NOTE

Notre organe d'usine paraissant le jeudi 17 mars, les groupes sont priés de passer leurs commandes au « Libétaire » le plus vite possible pour régler le tirage.

Réunion ce soir au « Libétaire » à 9 heures précises du comité de rédaction. Présence de tous absolument indispensable. Que les camarades ayant des articles sur leurs conditions de travail les envoient au plus tôt. Tout ce qui concerne « L'Exploité » doit être adressé à Roger Coudry au « Libétaire ».

Envoi d'argent au chèque postal : Georges Gourdin, Paris 587-03, Livry-Gargan (Seine-et-Oise).

je m'abonne au "libétaire"

Pour SIX MOIS, UN AN (1), dont je vous envoie le montant, soit francs,
à partir du

Signature :

FRANCE ETRANGER
52 Nos .. 28 fr. 52 Nos .. 36 fr.
20 Nos .. 14 fr. 28 Nos .. 18 fr.
Chèque postal : Scheck André, Paris 487-78, rue de Bondy, 9, Botzaris 68-27

(1) Biffer la mention inutile.
(2) Ecrire lisiblement.

NOM (2)
ADRESSE
VILLE
DEPARTEMENT

LETTRE D'UN DÉTENU AU DUC POZZO DI BORGO

J'ai lu avec curiosité les souvenirs sur votre détention à la Santé qu'a publiés avec empressement le « Jour ». Comme vous l'avouez vous-même, vous avez beaucoup appris pendant ces cent jours d'incarcération. Malheureusement, je crains que vous n'ayez pas compris grand chose. Certes, vous accusiez avec véhémence cette société qui, incapable de prévoir « ne sait que punir ». Seriez-vous devenu anarchiste par hasard ?

Vous décrivez la Santé et vous déclarez que les détenus y crèvent de faim, souffrent du froid et sont odieusement exploités, quand ils travaillent, par des entrepreneurs sans scrupules. Vous trouvez normal, pour y avoir goûté, que certains, pour s'enfuir de cette effroyable demeure, n'hésitent point à se donner la mort.

« Cette ambiance de suicide », écrivez-vous, vous saisissez dès le seuil de la prison où vous devez quitter votre cravate.

Vous devriez bien dire cela à vos amis, Clément Vaule, Léon Baillly, Géo London, etc., qui estiment au contraire que le système est trop doux et qu'il y aurait lieu de rétablir l'usage du chat à neuf queues !

Et pourtant. Du point de vue que vous défendez, ce sont eux qui ont raison. Ce régime pénitentiaire pour, l'avoir subi, vous considérez comme abominable, est nécessaire, monsieur le duc, dans un milieu social comme vous le voulez.

Si vous pouviez habiter votre hôtel luxueux de la rue de l'Université, être servi par une domesticité nombreuse, commander aux soldats quand vous faites une période, villégiature à Deauville et faire courir à Auteuil pendant que d'autres n'ont pas de quoi manger, sont mobilisables et passent les nuits d'hiver sous une arche de pont, c'est grâce aux bagnes d'enfants, aux maisons centrales, à Biribiri et à M. Deibler. Ceci conditionne cela.

Ne dénigrez donc pas trop la Santé, voyez-vous ! Et puis, quoi ? Vous avez eu froid dans une cellule pendant trois mois ? La belle affaire. Vous n'avez pas faim, en tout cas ? Votre fortune vous permettrait de recevoir à chaque repas un menu copieux. Songez que pendant ce temps-là d'autres avaient droit à une gamelle d'eau sale avec trois lentilles au fond. C'est donc la toute la résistance dont est capable un héros, un ancien combattant qui en a tant vu, un militaire qui se prépare à jouer les Franco ? Cent jours de prison et top ! Voilà le honnête effondré, à plat, dégonflé, lessivé ? Pensez, monsieur Pozzo, qu'il y en a de moins prétentieux qui subissent ce régime un an, cinq ans, dix ans ! Et tout cela pour que vous continuiez à habiter rue de l'Université.

L'autre jour, avez-vous encore raconté, un homme tenta de s'évader. Vous eussiez tout donné, dites-vous, pour qu'il réussisse. Tout ? Hum ! Enfin...

Si vous êtes sincère, j'aime à croire que vous allez vous employer dorénavant à secourir ces malheureux condamnés. Vos moyens financiers vous permettent beaucoup en ce sens. A quand le secours aux détenus de droit commun et l'agence d'évasion Pozzo et Cie ? Il ne s'agit pas de lancer des paroles en l'air, il faut tenir.

Done, résumons-nous. Vous avez mesuré toute l'infamie du système pénitentiaire, toutes les souffrances qu'on endure dans les geôles. Vous avez enduré le froid glacial des cachots, l'ennui de la solitude, ressenti l'odeur immonde des tinettes, connu les gamelles innommables et le costume avilissant. Vous avez vu des malheureux tenter de se donner la mort et parfois réussir pour s'échapper de cette abjection.

Je l'ai vu aussi. Mais il est une chose que j'ai constatée, et que j'estime pire encore.

Malgré la privation d'air pur, malgré l'insuffisance de la nourriture, malgré le froid de la geôle, et malgré l'isolement de la détention, j'ai vu des êtres humains, de ceux que vous appelez des épaves, préférer la prison à la liberté et franchir le seuil des maisons d'arrêt avec le soulagement d'une bête de somme qui regagne l'écurie.

Et c'est cela, voyez-vous, plus que tout, qui condamne définitivement cette société capitaliste que vous voulez défendre par le fer et par le feu.

Un détenu.

Cusinbergh sera-t-il convaincu du meurtre de son ouvrier ?

Le procès de Cusinbergh qui se déroule actuellement aux assises de la Seine, permet de faire plusieurs constatations non négligeables. Le rappel des circonstances dans lesquelles Acherchour trouva la mort met en lumière la mentalité de combat d'un certain nombre de patrons français, mentalité qui leur interdit d'accepter l'occupation d'une usine par ses ouvriers, et les pousse à s'y opposer par la violence, en employant pour ce faire des équipes d'hommes de main fournis par les syndicats dits professionnels — professionnels surtout de la provocation, des bagarres, de la lutte antiouvrière jusqu'à y compris l'assassinat.

On remarque une fois de plus, dans les débats du Palais, l'attitude souvent adoptée, et presque fatidique, par les magistrats de la justice bourgeoise, lorsque l'affaire qu'ils sont appelés à juger touche quelqu'un à la question sociale. Le président, Saussier, use d'attentions — qui pourraient être qualifiées de particulière bienveillance — à l'égard de l'accusé : « N'êtes-vous pas un peu fatigué ? s'enquiert-il, et M. Ribet ayant déclaré que Cusinbergh n'a pas mangé depuis le matin, Que ne le disiez-vous plus tôt ! répond le président. L'audience est suspendue pendant une demi-heure. Nous sommes, ici, bien loin des jugements d'inculpés ouvriers.

Gageons que Paul Cusinbergh, de ces débats de Cour d'assises, sortira sans graves dommages !

Jeunesse Anarchiste Communiste

GA ! GA ! MARIONS-NOUS !

Appel aux Lycéens

Il est assez étonnant de voir avec quelle indifférence nos camarades révolutionnaires des Lycées considèrent les problèmes actuels. Alors que les ligues fascistes théoriquement dissoutes continuent leur propagande dans les écoles sous le nom de « Jeunesse Nationale », que les « Lycéens Antifascistes » se sont formés, s'inspirant d'un esprit de collaboration de classe pour attirer les inorganisés et les indecés, nous n'avons mené qu'une action isolée et par cela même inefficace. Il serait urgent que nous sortions de notre demi-sommeil pour combattre par tous nos moyens le fascisme et la duplicité du Front Populaire.

Je crois pas être pessimiste en disant que la guerre n'a peut-être jamais été aussi près de nous. L'Union Sacrée est pratiquement faite, et grâce aux campagnes des journaux de « gôche », l'Œuvre, le Populaire et l'Humanité, la masse ouvrière marchera en cas de conflit, croyant ainsi triompher du fascisme. Sous la pression de la S.P.I.O. et du P.C.F., le réarmement s'intensifie et l'on parle déjà pour nous du service de 3 ans. Les Cagoulards bénéficient de l'indulgence du régime, dont les principaux piliers sont compromis, tandis que les expulsions de réfugiés se multiplient. D'autre part, en Espagne, une Révolution manquée agonise, par la faiblesse de la social-démocratie française et anglaise et de l'internationalisation communiste.

Nous ne pouvons lutter contre tout cela qu'en reprenant notre propagande, et, sur le plan étudiant, en coordonnant nos efforts avec ceux d'organisations révolutionnaires telles que les « Etudiants Socialistes ».

REUNIONS ET CONFERENCES DE LA SEMAINE

Champigny VENDREDI 11

à 20 h. 30, Maison des Syndicats 8, rue Joséphine

POURQUOI

NOUS NE TENDRONS JAMAIS LA MAIN AUX CATHOLIQUES

Orateurs : Servant, Barzangette, Vignier.

Vaujours 9, rue Joffre, à 21 heures

POURQUOI

NOUS NE TENDRONS JAMAIS LA MAIN AUX CATHOLIQUES

Orateurs : Frémont, Pedron.

Boulogne-Billancourt MARDI 16

à 21 heures, 71, avenue Jean-Jaurès

LES PATRONS ATTAQUENT

Orateurs : Frémont, Barzangette.

Paris-XVII VENDREDI 18

à 21 h. 14, rue des Batignolles

CE QUI SEPARÉ

LES DIFFÉRENTES TENDANCES DU COMMUNISME LIBERTAIRE

A cette discussion sont invités les membres des organisations anarchistes et les sympathisants.

NOTRE LIBRAIRIE

CE QU'EST DEVENUE LA RÉVOLUTION RUSSE, d'Yvon 2 50
franco 3 fr.

UN JEUNE FRANÇAIS EN URSS, de K. Legay 4 fr.
franco 4 50

LA RÉVOLUTION RUSSE EN UKRAINE, par N. Makhno 10 fr.
franco 10 80

HISTOIRE DU MOUVEMENT MAKHNOVISTE, par Archinoff 10 fr.
franco 10 80

ABRÉGÉ DU CAPITAL DE MARX de C. Cafiero 4 fr.
franco 4 50

QUELQUES ÉCRITS, d'Adhémar Schwitzguébel 5 fr.<br

